



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

**2€**

« Les choses que l'on possède finissent par nous posséder .»  
Tayler Durden



**2015**

**Une résolution**

**LA RÉVOLUTION**

Ça y est, c'est fait. Changement d'année et nouveau discours du président de la République. Nouveau? Pas sur la forme: air martial (c'est la loi du genre) pour déclarer qu'il « [a] tenu bon et suivi fermement le cap », rappelant l'instauration de la réforme territoriale et le pacte de responsabilité (on ne va pas lui dire merci), n'hésitant pas à déclarer que, « face au chômage, c'est en faisant preuve d'initiative que nous réussissons », oubliant de revenir sur l'échec de sa politique qui devait inverser la courbe de ce chômage avant la fin 2014. Nous avons pu constater l'inverse, mois après mois. C'est sans doute en cela qu'il s'est agi pour François Hollande d'une « année rude et jalonnée d'épreuves de toutes sortes ». Pas sur le fond non plus: cette gauche, ce « socialisme », ne compte pas remettre en cause le capitalisme. À preuve le projet de loi Macron, censé « libérer les initiatives, casser les rentes, libérer les énergies, l'activité, développer l'emploi, simplifier la vie des entreprises tout en protégeant les salariés ». Protéger les salariés, on a comme un gros doute, et c'est un euphémisme. « La France est capable de se transformer. Je sais que vous y êtes prêts. » Se transformer? Nous aussi nous le croyons. Prêts? Nous sommes un certain nombre à l'être. Pas dans le sens voulu par les maîtres de ce monde, mais par ceux d'en bas, qui veulent prendre enfin leur destinée en mains. Alors pour 2015, nos vœux ne seront pas ceux du chef de l'État. Non, pour notre part nous vous souhaitons (et nous nous souhaitons) de nombreuses rébellions, révoltes et révolutions.

## Actualité

- Grève à Amazone**, par A. Laverdure, page 3  
**Sans dents**, par Justhom, page 4  
**Politique israélienne**, par FA, page 5  
**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 6

## International

- Rencontre anarchiste méditerranéenne**, par IFA et Le CL, page 7  
**Festival des résistances**, par G. Goutte, page 8  
**Mines antipersonnel en Turquie**, par M. Peck, page 12

## Arguments

- Lutte des prostituées**, par Femmes libres, page 14  
**Du collectivisme**, par C. Fréjaville, page 16

## À lire

- Les dessous du capitalisme**, par F. Pian, page 18  
**Chronique du critique influent**, par J.-D. Gautel, page 19  
**Trop jeunes pour mourir**, par A. Pavlowsky, page 20  
**Littérature pour enfants**, par L. Warrot, page 21

## Illustrations

**Krokaga, Kalem, Riri**

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n <sup>os</sup> hebdos, 1 n <sup>o</sup> hors série	25 €
6 mois, 18 n <sup>os</sup> hebdos, 2/3 n <sup>os</sup> hors série	50 €
1 an, 35 n <sup>os</sup> hebdos, 5/6 n <sup>os</sup> hors série	75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### France et étranger

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Amazon in Germany

## Amazone indomptable !

**AU SIÈCLE DERNIER**, le nom féminin amazone désignait des guerrières de l'époque antique. Ainsi le dictionnaire Quillet de la langue française (Edition 1948) stipulait pour « amazone » : « Les Amazones dont parle la Mythologie se privaient du sein droit afin de tirer plus facilement de l'arc ; femme guerrière ; femme qui monte à cheval ; robe de femme pour monter à cheval. » Encore aujourd'hui des doutes subsistent sur la véracité de la première définition, il reste que la langue grecque est formelle : le « a » est privatif et « mazo » signifie mamelle.

Revenons sur nos pieds au XXI<sup>e</sup> siècle et allons directement sur le champ de bataille actuel, c'est à dire l'incontournable Internet. Voilà ce que l'oracle dit : « Dans la mythologie grecque, les Amazones (en grec ancien/Amazónes ou/Amazonídes) sont un peuple de femmes guerrières résidant sur les rives de la mer Noire, alors que d'autres historiographes les placent en Asie Mineure ou en Libye. Les Amazones posséderaient une origine historique : elles correspondraient aux femmes guerrières des peuples scythes et sarmates. »

Mais les temps changent et outre le fleuve brésilien, le rappel historique à une féminité combattante est devenu le nom d'une entreprise multinationale qui impose à ceux et celles qui travaillent pour elle des conditions d'exploitation dignes du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle a pour nom Amazon et se présente comme le nec plus ultra de la vente via Internet. Mais cela nécessite des cadences des siècles derniers alliées à la surveillance informatique dernier cri. On ne vous parle pas des pauses pour les « besoins naturels » divers ni des conversations sur le lieu d'exploitation !

D'où de la grogne, des revendications allant, comme de bien entendu du salaire aux conditions de travail. Et aux États-Unis comme dans le vieux continent la syndicalisation montre le bout de son nez. Les conditions sont diverses, on s'interroge encore entre la coordination qui existe vraiment entre les syndicats outre-Atlantique (WSLC), l'Allemagne (Verdi) et la CGT française qui semble majoritaire dans notre charmant Hexagone!<sup>1</sup>...

Ainsi plusieurs centaines de salariés allemands du site de commerce en ligne Amazon étaient en grève lundi 16 décembre, un mouvement devait être relayé par une manifestation devant le siège du groupe, à Seattle (États-Unis) le même jour.

Les sites de Badmations r Hersfeld et Leipzig, déjà touchés par des grèves ponctuelles au printemps, ont été rejoints pour la



première fois par celui de Graben, en Bavière. Sur les 9 000 employés d'Amazon en Allemagne, environ 1 450 avaient cessé le travail sur ces trois lieux.

Le syndicat réclamait depuis plusieurs mois un alignement de la rémunération des salariés des centres logistiques sur les salaires en vigueur dans le secteur de la distribution, plus élevés. Les primes exceptionnelles de 400 à 600 euros accordées par Amazon pour le moment sont jugées insuffisantes par le syndicat Verdi.

Les grèves intervenaient une semaine avant Noël, alors que la livraison des paquets ne batte son plein. « La météo nous inquiète plus [que les grèves] », a commenté à l'antenne d'une radio régionale un responsable du site de Leipzig. « La grande majorité de nos salariés en Allemagne n'ont pas participé au mouvement. »

Alors, feu de paille hivernal pour un syndicalisme qui s'attaque là où ça engrange sec avec l'aide des « moyens modernes » ? En France ça n'a pas été le beau fixe non plus, on attend encore plus d'informations de Montreuil qui a, il est vrai, d'autres chats à fouetter. D'outre-Atlantique on espère que la direction syndicale n'a pas négocié au niveau local en laissant de côté les travailleuses et travailleurs du vieux monde ! Alors un nouveau bras de fer Allemagne/États-Unis avec la France pour

tenir le chandelier ? On est aussi sans trop de nouvelles de ce qui se passe chez Amazon au Canada, en Italie, Espagne, Chine, Japon, Brésil et sans oublier le Royaume-Uni ! On peut espérer que comme chez McDonald les luttes vont prendre de l'ampleur. En cette nouvelle année, c'est tout le mal qu'on leur souhaite !

**Antoine Laverdure**  
groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

1. Aux États-Unis le Washington State Labour Council est affilié à l'AFL-CIO, on peut s'attendre à tout, comme au pire. En Allemagne sous le sigle Verdi se « cache » un nouvel arrivant : « Chez le deuxième grand syndicat allemand, celui des services, Verdi, les effectifs s'effritent depuis dix ans : de plus de 2,2 millions en 2006, il en compte seulement un peu plus de 2 millions aujourd'hui. C'est aussi par un travail de terrain, et de fourmi, que Verdi veut inverser la tendance. À l'aéroport de Berlin Schönefeld par exemple, où l'implication auprès des différentes firmes a payé : 230 adhérents en plus en un an et demi. Le syndicat mise aussi sur les formes d'activités atypiques dans un secteur où elles sont toujours plus nombreuses. 30 000 travailleurs indépendants sans employés (Solo-Selbständige) ont rejoint Verdi, qui a mis en place des services spécifiques pour eux, comme un centre téléphonique de conseils. Et la marge de progression est grande : l'Allemagne compte un million d'indépendants dans les services. »

# Quand les sans-dents auront les crocs !

**LE JOUR OÙ** les sans-dents auront les crocs et que la faim les taraudera, c'est la rage et le mors aux dents qu'ils rueront dans les brancards et c'est toutes dents dehors, les canines bien acérées, les incisives découpeuses et les molaires broyeuses qu'ils pourraient en guise de hors-d'œuvre mordre à pleines dents dans les chairs dodues et grassouillettes de leurs tortionnaires et, entre autres, celles du président. Cela pourrait bien saigner et faire très mal. Dans la mesure où c'est un Français sur trois, soit au bas mot 22 millions de personnes qui n'arrivent plus à se soigner correctement faute de moyens financiers. D'autant que ce sont 25 % d'entre eux qui ont renoncé aux soins dentaires; 17 % ne vont pas ou plus chez l'ophtalmologiste; 7 % qui n'achètent plus ou pas la totalité des médicaments et 7 % qui renoncent aux soins lourds.

## Le président Hollande ment comme un arracheur de dents

Certes les chicots ce n'est pas joli. Mais qui est responsable? Si ce n'est les politicards notamment François Hollande (l'expert en dentition), qui, pour désigner les pauvres, les nomme «les sans-dents», cela lui va bien, lui qui est menteur comme un arracheur de dents! Qu'il se méfie car les pauvres n'ont peut-être plus beaucoup de dents mais ils ont encore leurs poings et ils peuvent faire très très mal, surtout lorsqu'ils atteignent leurs objectifs. Il se pourrait bien que son garde-manger se retrouve totalement édenté.

Certes, après toutes les privations imposées par les politicards de tous bords, les carences alimentaires font que les dents se fragilisent et les caries dentaires apparaissent. Seulement, comme la pauvreté, le chômage et la précarité ont été institutionnalisés, Ce sont près de 5,5 millions de personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de se faire soigner les dents. En conséquence, elles tombent. Quant à se payer une prothèse dentaire, c'est carrément un luxe auquel la plupart des gens ne peuvent pas accéder. Il leur est impossible d'adhérer à une mutuelle tant les cotisations sont élevées et les remboursements de frais dentaires dérisoires. Dame, elles ne peuvent pas sponsoriser les voiliers pour des courses comme le Vendée globe ou la Route du rhum,



dépenser sans compter en matière de publicité (mensongère) pour vanter leurs mérites et assurer correctement le remboursement des médicaments, les dépassements des honoraires des médecins et les soins dentaires ainsi que les appareils dentaires... Je ne parle pas de cette foutue Sécurité sociale rendue anorexigène du fait de la fraude patronale, évaluée à 24 milliards (source de la Cour des comptes).

C'est bien la preuve que le discours de politicards c'est de l'enfumage, car en fait le trou de 11,7 milliards est totalement fictif. Il suffirait que le gouvernement fasse son boulot et contraigne le patronat à payer ses cotisations pour que le budget de la Sécurité sociale soit en excédent de 12,3 milliards. Dans le même mouvement, s'il cessait d'arroser ce même patronat de cadeaux et d'aides financières en matière de crédit d'impôt, d'exonération de cotisations patronales... cela permettrait aux plus démunis mais aussi aux travailleurs pauvres de pouvoir se soigner correctement, et cela permettrait aussi d'aller vers la gratuité de la médecine.

## « Homme sans argent est un loup sans dents ! »

Il serait bien que tous les sans-dents s'approprient ce proverbe : « Homme sans argent est un loup sans dents », pour se transformer en loups féroces afin que tous les ploutocrates : les Gattaz, les Arnault, les Bettencourt, les Parisot, les Kessler, tous les milliardaires ainsi que les politicards : les Le Pen, les Bayrou, les Hollande, les Valls, les Macron, les Wauquiez, les Royal, les Copé, les Alliot-Marie, les Mélenchon, les Sarkozy et consorts, soient broyés menu menu et servent de repoussoir à tous ceux qui auraient et qui ont des ambitions de pouvoir et d'autorité. Il faut absolument leur passer cette envie. Pour qu'enfin les citoyens puissent s'approprier la gestion de la cité et de leur vie, sans que de tels prédateurs s'en mêlent. Il est important de faire table rase pour reconstruire sur des bases saines et solides.

Justhom

# Israël et le saut dans l'inconnu



Avigdor Lieberman, Président du parti d'extrême-droite d'Israël Beytenu.

**LE 8 DÉCEMBRE** les députés israéliens ont voté la dissolution du parlement. Le gouvernement de Netanyahou n'a plus de majorité. Les centristes se sont retirés, ils n'étaient pas d'accord avec la proposition du premier ministre de judéiser encore plus Israël. Voici quel était selon lui l'objectif de ce projet : « Je veux ancrer dans cette loi, qui sera une loi fondamentale, que l'État d'Israël est né et qu'il existe sur la base de la Torah et de la tradition juive. » Ce qui aurait eu pour effet d'ajouter et le Talmud et la Guemara, commentaires sacrés, aux textes juridiques et constitutionnel de l'État israélien, tournant ainsi le dos définitivement au sionisme original. Cette loi est un appel à la partie la plus extrême de la droite israélienne. Mais que se passe-t-il à Jérusalem ?

## Le tournant

La classe dirigeante d'Israël est aux abois. La « victoire » obtenue sur le Hamas et Gaza se révèle un leurre. Le 20 décembre, en représailles à un tir de roquettes, des avions israéliens ont de nouveau frappé la bande de Gaza. C'est une situation de ni-ni, ni paix ni guerre. A l'abri derrière ses murailles, face à la mer, la population juive vit en se bouchant les yeux, les oreilles et la bouche, tout à la fois tranquille et la peur au ventre. Mais cela ne suffit pas. Plus que les armes et les bombes ou plutôt malgré elles le désespoir gagne les populations arabes vivant en Israël. Contre ce sentiment nulle force policière ou militaire ne peut rien faire. Le 18 novembre dernier un homme armé d'une hache a attaqué des juifs dans une synagogue. Il n'est plus question d'explosifs passés en contrebande mais d'un outil quasiment domestique. La prochaine fois sera-ce avec une fourchette ? Ce ne sont pas les

menaces de Netanyahou de détruire les maisons des terroristes qui remédieront à cela. Devant cette impasse la peur gagne les milieux dirigeants. Shabtaï Shavit ex-dirigeant et membre du Mossad a lui aussi peur. Il écrit ceci dans le grand journal libéral israélien Haaretz : « Aujourd'hui, je suis vraiment inquiet pour l'avenir du projet sioniste. » Décrivant une société à la recherche de barres Milky ou de passeports étrangers, il ajoute « je suis inquiet de voir paraître, pour la première fois, du mépris et de l'arrogance, alliés à une bonne dose de pensée messianique pressée de faire virer le conflit à la guerre de religions ». Il faudrait accepter de parler avec les Palestiniens. Le patron du Shin Beth (services de sécurité intérieure) a beau dire, en novembre dernier, à propos de Ma'Hmoud Abbas « le terrorisme ne l'intéresse pas et il n'y conduit pas [son peuple]. Pas même en sous-main », rien n'y fait. Alors pour sortir de la situation on appelle à des élections qui ne changeront rien. Sauf qu'à ce moment là éclate un coup de tonnerre.

## Avigdor Lieberman, la paix de l'extrême droite

Cet homme politique de droite extrême, croit que le moment est venu pour lui d'accéder au pouvoir. Il lance son projet *Going Against the Stream* (À contre courant) qui a fait l'effet d'une bombe dans les milieux de droite, religieux ou pas. Pour ce leader, le plus grand danger qui menace Israël serait la création d'un État binational où les juifs seraient minoritaires de fait. De plus en plus de voix en Palestine poussent dans ce sens. C'est aussi ce que Mahmoud Abbas vient d'annoncer. En cas d'échec du projet de résolution soumis à l'ONU il ne traitera plus avec le gouverne-

ment israélien « qui se verra alors contraint d'assumer ses responsabilités, en tant qu'occupant ». Dans ce contexte Lieberman affirme qu'il faut renoncer à l'idée d'un Grand Israël englobant la Cisjordanie. Il faut donner aux Arabes israéliens qui ne sentent pas d'affinité avec l'Israël juif la possibilité de rejoindre la Palestine. Il envisage des échanges territoriaux et de population. Ce faisant, il reconnaît de facto la nécessité d'un État palestinien et il rejette l'espoir de réaliser un jour le Grand Israël. Pourquoi a-t-il pris cette décision ? C'est clair. C'est l'existence de groupes radicaux du type de l'État islamique qui lui font peur.

## Un nouveau parlement ?

Les négociations entre partis vont bon train. Il n'est pas exclu de voir une coalition entre centristes laïcs et le parti de Lieberman. Pour autant un simple calcul montre qu'une telle alliance ne changerait pas grand-chose. Une issue à la situation bloquée actuelle existe. Il faudrait que la gauche israélienne accepte de gouverner avec les forces arabes israéliennes et que celles-ci acceptent de participer au gouvernement de Jérusalem. C'est le sens du plaidoyer de Oudeh Basharat, militant au sein de mouvements judéo-arabe, paru dans Haaretz à la mi-décembre. Les prochaines élections auront lieu le 17 mars 2015. En attendant, la dégradation de la situation peut continuer pour le plus grand plaisir des fanatiques des deux côtés. Ce qui fait dire à Shabtaï Shavit : « L'État d'Israël galope aveuglément vers une guerre à la Bar-Kokhba contre l'empire romain. Conflit qui aboutit alors à un exil de deux millénaires. »

Pierre Sommermeyer

## CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

### Sale temps pour les mouches

Entre Noël et jour de l'an toutes les chaînes TV nous ont abreuvés de reportages sur le même sujet: la météo. Après nous avoir dit que oui, enfin la neige est là, à vos skis et direction la montagne, c'est devenu: catastrophe, la neige provoque des embouteillages monstres, notamment en Savoie. Consternation à l'annonce de ce scoop: il neige en hiver! 15 000 forçats de la route ont dû passer une nuit dans des locaux de fortune ou dans leur voiture. Comme de vulgaires SDF, mais mieux traités quand même par les autorités. Ce qui ne les a pas empêché de râler contre l'obligation de mettre des chaînes aux roues de leurs véhicules, le café trop froid, et les couvertures pas assez chaudes; tout juste s'ils ne se sont pas plaints d'être pris en otage par un gouvernement pas foutu de décréter l'été en hiver.

### Encore le sale temps

Le vent qui a soufflé sur le pays en fin d'année n'a pas fait que des malheureux: à Calais, la barrière anti-migrants a été arrachée et renversée par des rafales dépassant les 160 km/h. Contre le vent et ses excès de vitesse, flics et radars sont restés impuissants: *No borders, no states.*

### Toujours le sale temps

Mort de plusieurs SDF. Les médias en chœur: «*Le froid a tué*», «*l'hiver a tué*». Salaud de froid, salaud d'hiver. Quant aux causes de la précarité, de la pauvreté, qui font que des hommes et des femmes deviennent SDF, les mêmes médias nous en parleront une autre fois. Cet été par exemple.

### Tout augmente... ou presque

Il n'y a pas que le nombre de chômeurs qui augmente; pour cette nouvelle année, nous avons au programme des «réjouissances»: le gaz (1,8 %), la SNCF (jusqu'à 2,6 %), RATP/STIF (2,9 %), affranchissement du courrier (7 %), assurances auto (jusqu'à 2 %), assurances habitation (2 à 4 %), mutuelles (jusqu'à 3 %) etc. Au milieu de ce matraquage généralisé, une bonne nouvelle: le prix de l'abonnement au *Monde libertaire* reste inchangé. Profitez-en!

# Météo syndicale



**QUAND DANS UNE BOUTIQUE** ayant pignon sur rue il y a des travaux, des transformations, il ya la plupart du temps une pancarte avec, écrit dessus: «*Pendant les travaux, la vente continue.*» Pour la CGT, dite boutique syndicale estampillée, on pourrait dire: «*Pendant la déconfiture interne, les conneries continuent!*»

Avant la trêve des confiseurs, Thierry Lepaon, le lider maximo presque partant, avait obtenu la palme d'or de notre cher confrère le *Canard enchaîné*. Déclarer qu'il ne serait pas le rat qui quitte le navire avait été apprécié comme il se doit...

Bien sûr on ne croyait ni à saint Nicolas, ni au père Noël, ni au petit Jésus et... encore moins aux rois mages, mais le pire «non espéré» serait-il arrivé? La militance de la base comme les autres qui gravitent dans les instances dirigeantes avaient cru comprendre que l'on pouvait attendre la mi-janvier pour laver le linge en famille ou du moins sauver quelques meubles. Que lucidité et unité pouvaient encore stopper le mouvement centrifuge qui affecte la confédération, que les instances statutaires s'emparent des débats réels, liés à la défense des salariés et des retraités.

Mais qu'apprend-on dans la presse? Alors que la CGT s'enfonce dans une crise majeure autour du sort de Thierry Lepaon, la centrale a

signé, mardi 16 décembre, un accord national interprofessionnel (ANI) sur le contrat de sécurisation professionnelle. Pas beaucoup de détails, quid des autres confédérations?

Comme le déclare la Filpac CGT: «*Qui a donc mandaté des négociateurs pour signer l'accord "contrat de sécurisation professionnelle"? Pas les syndicats CGT. Ce précédent va-t-il laisser la signature de notre confédération à la disposition d'un groupe sans contrôle? Qui a décidé que les actions n'étaient pas envisageables contre la loi Macron? Qui a décidé que le syndicalisme de transformation sociale serait remplacé par le syndicalisme rassemblé autour du gouvernement?*»

Le locataire de Vincennes a-t-il enfumé à ce point les couloirs de la rue de Paris à Montreuil pour que la guerre de succession qui s'annonce de manière à peine rampante tourne à son avantage? Ou plutôt à sa politique syndicale qui vise en fait à prendre la place de la CFDT!

Étrange début d'année 2015. Il ne suffira pas d'invoquer le retour de Fernand Pelloutier et d'autres «bons bougres», faudrait renverser la marmite de manière urgente.

**Jean-Pierre Germain**  
groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

## Noël : vive la tradition

À l'occasion des fêtes de fin d'année, la municipalité (UDI) de Saint-Brieuc avait fait placarder une affiche représentant un père Noël barbu et chaudement vêtu de son costume traditionnel. Un peu moins dans la tradition, il était accompagné d'une mère Noël beaucoup moins couverte, voire carrément dévêtue et dans une pose des plus lascives. Explication du délégué à la communication de la ville : «L'objectif était d'attirer un large public et de redonner une image attractive à un centre-ville qui en a bien besoin.» Comme disait l'autre, «les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît».

## Évadés mais pas contents

Le ministère des Finances l'avait révélé : 35 000 évadés fiscaux se sont fait connaître auprès du service de traitement des déclarations rectificatives (STDR). «Repentis» mais pas contents, une cinquantaine d'entre eux s'apprêteraient (selon RTL) à porter plainte contre leurs banques suisses dans lesquelles ils détenaient un ou plusieurs comptes, au motif que celles-ci n'ont pas respecté leur engagement de ne jamais lever le secret bancaire. Les banques ne tiennent pas leurs promesses ? Mais que fait la police ?

## L'homme de l'année

Selon le quotidien espagnol *El Mundo*, l'homme de l'année c'est Manuel Valls «l'Espagnol qui veut changer la France». Celui-ci, dans l'entretien qu'il a accordé au *Mundo* prévient : «Il va y avoir trois années difficiles pour les Français.» (Parce que jusqu'à maintenant c'était facile ?) Et notre Premier ministre de préciser : «Nous devons faire des efforts pendant des années pour que la France soit plus forte, pour que les entreprises soient compétitives et pour que son secteur public soit efficace, avec moins de coûts et moins d'impôts.» Traduction pour les malentendants que nous sommes : pour que la France soit plus forte, les Français doivent se serrer encore plus la ceinture ; pour que les entreprises soient plus compétitives, on les aidera elles, et non les travailleurs qui y sont exploités ; pour que le secteur public soit plus efficace (surtout dans l'Éducation et la Santé), on poursuivra les coupes budgétaires et les suppressions de postes. Mais qu'on se rassure, Valls nous affirme qu'il n'y en a que pour deux ou trois ans. Après, c'est le bout du tunnel, comme disait Chirac en son temps ?

# Appel à une première rencontre anarchiste méditerranéenne



**ΑΛΗΘΕΙΑΣ**, la région méditerranéenne continue à être une des régions dans le monde en proie aux soulèvements populaires et aux protestations. Ces dernières s'étendent du nord au sud de la méditerranée, suite à la crise économique et financière mondiale, causant une augmentation de la précarité et de la pauvreté ainsi que le déplacement de centaines de milliers de personnes.

Même si les circonstances diffèrent d'une région à l'autre, la population reste à la merci des capitalistes et de leurs cliques. Suite à cette crise mondiale, une série de soulèvements populaires a balayé la région. Ils ont commencé en Tunisie et nous ne savons pas où cela finira. Ces soulèvements et ces manifestations, que connaît la région méditerranéenne, donnent un espoir en la capacité des peuples à changer leur vie.

Cependant, malgré les révoltes populaires, la situation en Tunisie et en Égypte s'est fortement dégradée depuis ces trois dernières années. En effet, les milices RDC de l'ancien régime (Tunisie) et la junte militaire (Égypte) ont profité du flottement post-révolutionnaire pour asseoir leur pouvoir grâce à la collaboration et à l'appui d'anciens membres de ces régimes. Ils ont aujourd'hui, la main mise sur l'ensemble des postes clés du pouvoir et sur les richesses, condamnant ainsi les populations à plus de précarité et de misère.

Quant à la situation en Syrie et en Libye, des groupes de mercenaires islamistes financés par certains Émirats arabes et/ou par l'Iran, ont confisqué la lutte du peuple contre l'oppression et la dictature pour leur propre compte. Le peuple syrien, notamment, se retrouve à lutter contre la barbarie de Bachar El Assad et contre celle des combattants pour

le Califat Islamique. Bien que les classes dirigeantes de ces pays intimident et répriment dans le sang les manifestations et les soulèvements, la population, et les anarchistes, continuent à résister et à lutter pour leur émancipation, à s'auto-organiser et à tisser des liens de solidarité et d'entraide.

C'est dans cet esprit de solidarité et d'entraide que nous appelons tous les anarchistes, libertaires et anti-autoritaires à nous rejoindre pour la création d'un réseau d'échange, de partage des informations, de projets et de solidarité entre les anarchistes de la Méditerranée. Pour cela, le collectif libertaire tunisien «Le Commun» et l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA-IAF) vous invitent à des Rencontres anarchistes méditerranéennes qui auront lieu en Tunisie, du 27 au 29 mars 2015. Cette invitation est ouverte à toutes et tous, à nos camarades, y compris celles et ceux qui n'appartiennent pas à cette région.

La rencontre se concentrera sur la situation vécue par les peuples de la Méditerranée, pendant les crises économiques, et sur les protestations populaires qui cherchent à renverser les régimes qui ont exploité et qui exploitent encore les peuples.

## Journées libertaires méditerranéennes

Tunisie, mars 2015

Fédération anarchiste (FA) : relations-internationales@federation-anarchiste.org www.federation-anarchiste.org

Le Commun libertaire (Tunisie) : commun.anar.lib@gmail.com

Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) : secretariat@i-f-a.org www.i-f-a.org

# Festival mondial des résistances

Inauguration dans les montagnes  
de Xochicuautila



## Guillaume

San Francisco Xochicuautila  
le 21 décembre 2014

LE COUP D'ENVOI du Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme a eu lieu le 21 décembre 2014 au sein de la communauté San Francisco Xochicuautila, dans l'État de Mexico. Rattachée à la municipalité de Lerma, cette petite communauté indigène Ñahtó est située dans les montagnes, à environ 2 500 mètres d'altitude, à quelques dizaines de kilomètres du Nevado de Toluca (qu'ici on appelle aussi Xinantécatl), volcan massif qui culmine à 4 680 mètres. Le paysage y est donc magnifique, si l'on parvient toutefois à faire abstraction de la vaste étendue de béton qu'est la ville de Toluca, capitale de l'État de Mexico. En ce mois de décembre, les températures sont plutôt basses en journée – bien que parfois chaudes lorsque soleil domine –, mais glaciales la nuit venue ; et, durant les trois jours que nous passerons ici, plusieurs couches de vêtements ne seront pas de trop.

Il n'était pas évident, pour le Congrès national indigène (CNI) et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), d'organiser ici l'inauguration et la première *compartiación* du Festival. Car cette partie de l'État de Mexico est l'un des gros bastions du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), actuellement au pouvoir au Mexique, et certaines zones y sont aussi connues pour être le terrain de jeu de groupes de narcotrafiquants. Pour le Festival, s'implan-

ter ici relevait donc à la fois du défi et d'un important acte symbolique, et ce d'autant plus que l'actuel président du Mexique, Enrique Peña Nieto, y a son fief, à quelques dizaines de minutes à peine de Xochicuautila : la municipalité d'Atzacmulco, dont il fut le député PRI dès 2003.

### Arrivée à la communauté...

Après avoir livré toute une bataille sur les routes de l'État de Mexico – véritable labyrinthe où les indications sont rares –, nous arrivons, vers 13 heures, à la communauté de Xochicuautila. Sur le trajet, quelques kilomètres avant de parvenir à bon port, nous avons pu voir de nos yeux l'avancée des travaux de l'autoroute Toluca-Naucalpan contre laquelle se battent les Ñahtó de Xochicuautila : de gros piliers de béton commencent déjà, ici et là, à jaillir de la montagne, éventrant la forêt, bientôt parés à soutenir l'énorme route.

Arrivés à la communauté, nous sommes accueillis par le service de sécurité, qui veille à ce que personne d'autre que les délégués du CNI et de la Sexta n'entre dans l'enceinte du Festival – précaution légitime, Xochicuautila faisant figure de petit village gaulois dans cette zone terriblement priïste. Passé les contrôles, nous descendons enfin de voiture et procédons à l'enregistrement de notre présence

pour obtenir le *gafete* (badge qui nous identifiera comme délégué tout au long du festival). Un vaste chapiteau a été installé, au bord de la route, pour accueillir les interventions et les échanges qui vont avoir lieu pendant ces trois jours. Une grande banderole souhaite la bienvenue à tous et à toutes et les murs de certaines maisons arborent déjà de belles fresques, lesquelles, pour la plupart peintes la veille, mettent en scène des symboles de la résistance indigène. Un coin cuisine a été installé et, déjà, les « marmites » mijotent à côté des casseroles pleines de café. À l'entrée du chapiteau, comme pour rappeler que nous ne sommes pas ici au Club Med, un panneau invite les délégués à ne surtout pas sortir de l'enceinte du festival et à contacter le service de sécurité si nous apercevons certains des hommes et des femmes dont les photos sont affichées – et qui ne sont autres que des flics ou des agents du PRI.

### L'accueil du Conseil suprême indigène

Vers 14 heures, tous les délégués sont appelés à se réunir sous le chapiteau pour la cérémonie d'ouverture du festival. Nous accueillons d'abord une délégation de parents d'étudiants

disparus d'Ayotzinapa, moment fort intense et particulièrement grave, la réalité de ce crime d'État cessant soudain d'être de simples articles de journaux pour prendre chair dans ces corps marqués par la douleur. S'ensuit une petite procession, baignée dans l'encens et rythmée par une musique semblant jaillir de temps anciens, qui marque l'arrivée, sous le chapiteau, du Conseil suprême indigène autonome de San Francisco Xochicauatla – nos hôtes, donc.

L'un des membres du conseil prend ensuite la parole pour nous souhaiter la bienvenue dans la communauté et saluer tous ces délégués venus d'horizons, d'États, de pays, de luttes, de cultures si variés. Bien sûr, la question du respect de la terre est au cœur de ce discours, et le Conseil suprême indigène insiste sur l'importance aujourd'hui de se battre pour préserver la nature face à l'avidité des entreprises capitalistes qui, pour accumuler toujours plus de capital, sont prêtes à détruire l'équilibre de la planète, avec la complicité des États. Il salue ainsi les peuples, les organisations, les collectifs, les individus qui, partout dans le monde, luttent, avec courage, pour « défendre la vie » contre les gouvernements

assassins et corrompus. Pour le Conseil suprême de Xochicauatla, ce n'est rien de moins que le futur de la planète et de nos générations qui se joue en partie au sein de ce premier Festival mondial des résistances, qui doit nous permettre de franchir une nouvelle étape dans le combat anticapitaliste : celle de la mise en lien des rébellions et des luttes, à l'échelle internationale, pour rompre l'isolement.

Après l'intervention du Conseil suprême et celle de la communauté San Lorenzo Huitzilapan (municipalité de Lerma) – qui se bat, elle aussi, contre le projet d'autoroute Toluca-Naucalpan –, les *compañeros* de San Sebastián Bachajón (Chiapas) prennent la parole pour exiger la libération immédiate de trois de leurs frères de lutte, actuellement incarcérés et torturés, et pour nous annoncer une bonne nouvelle, à savoir la récupération de plusieurs terres, la veille. Une belle façon de clore cette inauguration et cette première journée du Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme, avant d'entamer, le lendemain, l'essentiel : la *compartición* du CNI et de la Sexta. **G.**

---

## Quand les rébellions dialoguent

### Guillaume

San Francisco Xochicauatla  
le 23 décembre 2014

**LE LUNDI 22 DÉCEMBRE 2014**, à 10 heures, la première *compartición* du Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme s'est ouverte, et ce dans deux endroits distincts du Mexique : dans la communauté San Francisco Xochicauatla (État de Mexico) et dans celle d'Amilcingo (État de Morelos). Les délégués avaient le choix de se rendre dans l'une ou l'autre, et j'ai, pour ma part, choisi de rester dans les montagnes boisées de Xochicauatla. Avant l'ouverture des prises de parole, les organisateurs du Festival nous informent que les photos et les vidéos sont strictement interdites lors des interventions, seuls les enregistrements audio étant autorisés – une question de sécurité, sans doute, mais aussi une façon d'éviter les dérangements qu'occasionnent inévitablement les photographes et les vidéastes en pleine action. En outre, privés d'appareils photos, les délégués sont dès lors tout disposés à écouter et à participer...

### La parole indigène

En toute logique, ce sont les délégués du Congrès national indigène (CNI) qui sont invités à prendre la parole en premier, pour expliquer leurs combats et partager leur dignité. Et c'est à la société civile Las Abejas (les Abeilles), en provenance d'Acteal (État du Chiapas), que revient la première intervention. Pour cette petite organisation tzotzile pacifique et catholique, proche des zapatistes sans pour autant les avoir rejoints, la date du 22 décembre est celle d'un triste anniversaire : il y a tout juste dix-sept ans, jour pour jour, des paramilitaires hostiles à l'autonomie indigène et proches du pouvoir faisaient irruption dans l'église d'Acteal et tuaient quarante-cinq indigènes de la société civile Las Abejas, sanctionnant ainsi les liens solidaires qu'elle entretenait avec l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). L'armée fédérale, qui stationnait à quelque deux cents mètres de là, n'intervint pas, laissant les paramilitaires com-

mettre en toute liberté leur sinistre forfait. Et pour cause : cette expédition punitive s'inscrivait alors dans la stratégie de contre-insurrection que l'État mexicain mettait en œuvre pour écraser la rébellion zapatiste et ses soutiens. En rappelant ce massacre – qui fait inévitablement écho au crime d'Ayotzinapa –, les deux délégués de Las Abejas présents au Festival ont aussi pointé, à nouveau, la responsabilité impunie des autorités, « cette mafia politique qui nous détruit » quotidiennement. Et ce douloureux rappel a d'emblée donné le ton du Festival, rappelant qu'ici comme ailleurs la lutte contre les dominants ne se fait jamais sans souffrance.

La *compartición* du CNI dure près de trois heures, de nombreux délégués prenant la parole, parfois pendant fort longtemps – tels les Yaquis du Sonora –, la durée des interventions n'étant ce jour-là pas limitée. Il serait un peu fastidieux ici de les évoquer une à une, et je me contenterai donc de faire une synthèse globale,



Liberté pour les défenseurs de l'eau et de la vie de Tlanixco.

mais forcément incomplète, de ce qui revint régulièrement et semblait être partagé par tous. Synthèse à laquelle j'ajouterai des remarques, qui n'engagent que moi, fruits des réflexions que ces interventions ont pu susciter.

La question de la terre est, bien sûr, au cœur de toutes les interventions, la cosmogonie indigène y puisant ses racines les plus anciennes. Autour d'elle s'articulent et se rejoignent deux combats primordiaux : celui pour la possession de la terre (principal moyen de subsistance de la plupart des communautés) et celui pour sa protection, pour sa défense, afin de « préserver l'équilibre de la planète ». Le constat a d'ailleurs été unanime : pour les communautés indigènes – et, au-delà, pour tout un chacun vivant sur cette planète –, la question de la terre est une question à la fois sociale, écologique et culturelle (même, ici, spirituelle). Et face à un capitalisme ravageur qui détruit les forêts, éventre les montagnes, détourne et assèche les fleuves, ce combat pour la terre se doit d'être au cœur du mouvement anticapitaliste, qui ne peut s'en désintéresser sans condamner d'emblée le projet de société révolutionnaire qu'il porte en lui-même.

Toutefois, le combat pour la terre ne peut se suffire à lui seul, et il est enthousiasmant de voir que, dans la plupart des cas, il finit par ne devenir qu'un aspect, certes primordial, d'une lutte plus globale pour l'autonomie, entendue comme projet de société émancipateur, respectueux et garant de la liberté des peuples. L'émergence de cette exigence d'autonomie provient souvent des luttes elles-mêmes, de la façon dont elles s'auto-organisent, à la base, s'exprimant dès lors en dehors des voies institutionnelles, souvent souillées par le pouvoir et la corruption et entretenant la dépendance

des communautés à l'égard des autorités municipales, étatiques et fédérales.

Mais la question indigène, au Mexique, n'est pas seulement « rurale », elle est aussi urbaine. Les villes, y compris le District fédéral (DF), comptent en leur sein de nombreuses communautés indigènes, notamment du fait des migrations, qu'il serait criminel d'oublier sous prétexte qu'elles n'évoluent pas dans les campagnes. En cela, l'intervention d'une organisation en résistance des communautés indigènes du DF fut particulièrement intéressante. Elle a dénoncé le tourisme prédateur qui s'empare, depuis quelques années maintenant, de la capitale du Mexique, et en particulier de son centre historique. Pendant que les grandes enseignes internationales s'y installent (McDonald's, Burger King, Starbucks, Zara, etc.), nombre d'indigènes pauvres sont sans cesse repoussés toujours plus loin à la périphérie de la ville et, oubliés de tous, s'enfoncent dans la misère la plus dure. La vente ambulante, principal et terrible moyen de subsistance, est de plus en plus réprimée par les polices qui, fortes d'un arsenal légal, envahissent littéralement les rues du centre historique. La ville favorisant l'anonymat et l'individualisme, on peut comprendre les difficultés qu'affrontent ceux qui, refusant de céder au désespoir et à la résignation, s'efforcent d'organiser la résistance autour de ces questions-là. Et, en cela, l'œuvre de cette organisation est admirable et exemplaire et devrait pouvoir nourrir les luttes que nous menons, en France, contre les dynamiques similaires qui sévissent dans nos villes.

La répression et la violence reviennent également régulièrement dans les interventions. On ne compte plus, aujourd'hui au Mexique, les morts, les disparus, les torturés

dans les rangs des militants. Les autorités ont d'ailleurs moins recours aux voies légales qu'à la peur, qu'elles s'efforcent d'introduire au sein des communautés et des esprits rebelles. La disparition des étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa en est l'exemple criant le plus récent, mais il n'en est qu'un parmi tant d'autres et la colère qu'il suscite n'est jamais que l'expression de la goutte d'eau qui fait déborder le vase, comme on dit sous les latitudes hexagonales. De fait, face à cette peur qui s'insinue un peu partout dans le pays, la nécessité de ne pas rester seul, de briser l'isolement et la marginalisation, se fait urgente. Et c'est là la raison d'être du CNI et de la Sexta nationale et internationale, qui sont autant d'espaces d'autonomie au service du dialogue et de la convergence des luttes.

### La parole des rébellions internationales

La compartición du CNI terminée, les délégués de la Sexta internationale sont invités à prendre la parole, en leur nom ou en celui de leur organisation, collectif, groupe.

Malheureusement, cette participation, pourtant à mon avis très importante, est assez limitée, seulement six délégués prenant la parole : la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (France), des collectifs canadiens de lutte contre les projets miniers et pour la régularisation des sans-papiers, la Fédération anarchiste de France, le réseau d'information et de correspondance francophone la Voie du jaguar, un collectif de Buenos Aires et un camarade italien.

La Sexta française est donc plutôt bien représentée (trois interventions sur six). La délégation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes fait une belle prise de parole, présentant la lutte contre l'aéroport, laquelle fait écho, ici au Mexique, à des combats similaires, notamment à celui, victorieux, d'Atenco. Pour la Fédération anarchiste, dont je suis le délégué, je me contente, pour ce premier contact direct, de présenter rapidement l'organisation et nos luttes du moment, tout en exprimant l'importance des rébellions autonomes indigènes du Mexique dans l'élaboration de notre pensée politique et de nos pratiques (je mettrai prochainement en ligne le texte, rédigé le matin même après avoir compris que les délégations étrangères allaient être invitées à participer, lu pour l'occasion). Le camarade de la Voie du jaguar, quant à lui, relate l'expérience de la Petite École buissonnière, une caravane partie cet été sur les routes du sud de la France pour parler des luttes indigènes du Mexique, notamment des zapatistes. Il évoque également la cantine populaire des Pyrénées, squat du XX<sup>e</sup> arrondissement parisien expulsé, en août de cette année, par la mairie, après un an et demi d'activité alternative par et pour les précaires de la capitale.

Une participation au festival d'au moins vingt-cinq pays avait été annoncée par le sous-commandant insurgé Moisés dans le communiqué de l'EZLN en date du 19 décembre

2014. On est donc en droit, aujourd'hui, de regretter le faible taux de participation orale de la Sexta internationale lors de ce premier échange (il semblerait qu'il n'y ait pas eu davantage de prises de parole à Amilcingo), car ce Festival se voulait être, dès l'origine, un espace de partage des expériences de lutte entre les différentes rébellions qui secouent actuellement le capitalisme planétaire. Gageons que nous serons davantage, à Campeche, dans la communauté de Monclova, à prendre la parole. Autrement, la portée politique de ce premier Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme pourrait être quelque peu réduite. Il est rare de pouvoir bénéficier de tels espaces de dialogue, alors investissons celui-ci ! En nous invitant, le CNI et l'EZLN n'attendaient rien d'autre de notre part qu'une participation aux échanges. Alors, au micro, camarades !

### La parole d'un autre Mexique

Les *comparticiones* du CNI et de la Sexta internationale s'étant étalées sur toute la journée, celle de la Sexta nationale est reportée au lendemain, mardi 23 décembre 2014. Contrairement à la Sexta internationale, les interventions sont cette fois-ci très nombreuses. Souvent pertinentes, elles nous donnent à voir les luttes d'un Mexique urbain et prolétaire. Complémentaires de celles du CNI, essentiellement porteur des combats indigènes d'un Mexique rural, ces prises de parole nous permettent, à nous délégués étrangers, de saisir une bonne partie de la réalité de ce pays si hétérogène.

L'ouverture de cette troisième *compartición* se fait sur un ton lourd et grave, les parents des étudiants disparus d'Ayotzinapa s'exprimant en premier. Pour eux, les disparus sont toujours bien vivants. Et si le gouvernement s'entête à les déclarer morts, sans pour autant en avoir la moindre preuve tangible (excepté pour l'un d'eux), c'est pour mieux passer à autre chose, faire oublier au pays ce drame qui le déstabilise comme rarement.

N'entreprenant rien de sérieux pour les retrouver, il préfère dépenser son énergie à essayer de calmer les colères légitimes. Il serait même allé jusqu'à proposer de l'argent à certaines familles de disparus pour qu'elles ne soient plus debout dans la lutte... Le spectre des élections législatives de 2015 angoisse sans doute ce gouvernement, qui pourrait y perdre gros si la colère ne désemplait pas. Les parents, dont les interventions ont arraché des larmes à bien des délégués, ont tenu à rappeler que ces élèves, tous fils de paysans pauvres, avaient intégré cette école pour pouvoir ensuite se mettre au service de leur peuple, de leur communauté. Ainsi cet enfant d'une quinzaine d'années qui nous a expliqué que son frère aîné, aujourd'hui porté disparu, avait rejoint l'école normale rurale d'Ayotzinapa pour y apprendre à enseigner l'espagnol afin de pouvoir ensuite donner des cours aux membres de sa communauté que la



Emiliano Zapata à Xochicuautla.

non-maîtrise du castillan handicape parfois lourdement.

D'autres interventions sont particulièrement graves, comme celle du Front populaire Ricardo Flores Magón, du Chiapas, qui a dû aller jusqu'à l'immolation publique pour obtenir la libération, le 4 décembre dernier, d'un de ses membres, incarcéré après avoir été victime de fausses accusations fabriquées de toutes pièces par les autorités.

En dehors de la seule répression, effroyable, dans ce pays, les délégués de la Sexta nationale ont aussi évoqué certains des problèmes les plus graves rencontrés en milieu urbain. Ainsi de la spéculation immobilière, qui sévit notamment dans le DF et qui engendre une flambée tous azimuts des prix des logements, repoussant les pauvres toujours plus loin dans des habitations indécentes, quand ce n'est pas sur les trottoirs, à la merci des matraques des flics. Ainsi, aussi, des transports en commun, dont le développement ne répond jamais qu'à l'intérêt capitaliste, en l'occurrence celui de conduire le plus vite possible les travailleurs à leur lieu de travail, délaissant les autres itinéraires (liés aux loisirs, à la culture, etc.). La plupart de ces interventions insistent également sur l'urgence de s'organiser, en tant que travailleurs pauvres, pour se battre contre la privatisation galopante de l'espace public. Se réappropriation les quartiers, impulser des assemblées populaires,

voilà quelques pistes qui sont données pour construire par nous-mêmes une ville nouvelle, et sortir des logiques capitalistes et de contrôle social.

Les interventions de la Sexta nationale ont donc été particulièrement riches, et très parlantes, surtout pour ceux qui, comme moi, évoluent dans des milieux essentiellement urbains. Il est d'ailleurs assez frappant de voir comment, toute proportion gardée, les mêmes logiques d'exclusion sont à l'œuvre d'un pays à l'autre. Les similitudes qui existent entre ces oppressions devraient maintenant nous faire réfléchir sur les façons dont nous pourrions faire converger les résistances que nous leur opposons.

### Rendez-vous à Campeche

Le mardi 23 décembre 2014, une fois le soleil tombé sur les montagnes de Xochicuautla, la première *compartición* du Festival mondial des résistances et des rébellions prend fin, après trois journées d'échanges. Rendez-vous est donné au DF, pour les 24, 25 et 26 décembre, dans les terres du Front populaire Francisco Villa indépendant (FPFVI) pour assister au « festival culturel ». Quant à la seconde *compartición*, elle aura lieu à quelque vingt heures de route d'ici, dans l'État de Campeche, au sein de la communauté autonome de Monclova. Les billets sont pris auprès des transports du Festival. La caravane continue... **G.**

# Mines antipersonnel en Turquie



## Meryl Pek

collectif Chanarchistes  
de la Fédération anarchiste

**LES MINES TERRESTRES** sont sans doute l'une des armes les plus destructrices. Selon Human Rights Watch, ces armes sont militairement inefficaces. Chaque mois, 2 000 personnes en moyenne dans le monde sont tuées ou mutilées par une mine. Conçues à la base pour faire exploser des chars (mines antichar) ou des soldats (mines antipersonnel), elles font surtout des dommages parmi les civils, et ce longtemps après la fin des conflits. Le fait qu'elles soient affleurantes puis, les précipitations aidant, enfouies sous une petite couche de terre les rend difficiles, voire impossibles à détecter pour un œil non averti.

Il y a 110 millions de mines disséminées dans 64 pays, et ce malgré la ratification de la Convention d'Ottawa par 162 pays. Cette convention est un traité international de

désarmement qui interdit l'acquisition, la production, le stockage et l'utilisation des mines antipersonnel. Lorsqu'un pays devient « État Partie » à la Convention, il s'engage :

À ne jamais employer, mettre au point, produire, stocker ou transférer des mines terrestres antipersonnel et à ne pas aider toute autre partie à mener ces activités ;

À détruire dans les quatre ans tous les stocks de mines antipersonnel ;

À éliminer dans les dix ans toutes les mines antipersonnel posées ;

Lorsque ses moyens le lui permettent, à apporter son aide au déminage, à la sensibilisation aux mines, à la destruction des stocks et aux activités d'aide aux victimes partout dans le monde ;

À présenter au Secrétaire général des Nations unies un rapport sur les mesures prises pour remplir ses obligations au titre de la Convention.

Bien que signataires de la convention, des pays tels que l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et la Bosnie sont encore infestés de mines. Les conflits dans ces pays nous sont bien connus, cependant les mines ne s'arrêtent pas aux frontières, bien au contraire. Les zones frontalières sont justement un terrain propice à l'armement. Ces *no man's land* de plusieurs centaines de mètres de large parfois, contrôlés par l'armée, normalement interdits aux citoyens, sont ultramilitarisés. Il suffit qu'une frontière bouge à la suite d'un conflit, ou qu'elle soit délaissée par l'armée, et les civils en prennent possession pour en faire des jardins et des champs pour les bêtes, comme c'est le cas à la frontière turco-syrienne.

Ici la frontière est un vague concept. Tout au plus une ligne de barbelés coupés à la pince au-delà de laquelle les légumes poussent admirablement bien. La Turquie, depuis les années cinquante, a enfoui 615 419 mines antipersonnel (chiffre de Human Rights Watch) le long de la frontière avec la Syrie, tout d'abord pour limiter la contrebande entre les deux États, puis contre le passage des membres du PKK (Partiya Karkerên Kurdistan, le parti des travailleurs du Kurdistan), entre 1984 et 1999. Selon le ministère des Affaires étrangères, ces mines ont été progressivement retirées, et ce depuis 1998. En 2003, la Turquie signe le traité d'Ottawa et les Nations unies lui donnent dix ans pour déminer complètement ses frontières. Le parti AKP propose alors de faire déminer le terrain par une entreprise israélienne, en échange les terres lui seraient prêtées pendant quarante ans. Manœuvre habile, puisque des terres intouchées pendant des dizaines d'années sont extrêmement riches en nutriments et idéales pour le maraîchage biologique, par exemple. La proposition fut écartée, et seulement 26 000 mines furent déterrées, selon le rapport des Nations unies.

Cependant, tous les trois jours environ, une explosion de mine se fait entendre sur la bande frontalière. Les réfugiés fuyant Kobané pour traverser la frontière et trouver refuge en Turquie ont médiatisé malgré eux les explosions de mines sous les pas des civils. Human Rights Watch estime que trois civils sont morts et neuf sont restés mutilés depuis le 19 septembre dans le couloir de Tel Shair, nom donné à une partie de la bande frontalière dans laquelle s'amassent les réfugiés faute de pouvoir passer en Turquie, la frontière leur étant périodiquement fermée. 2 000 réfugiés étaient encore dans ce couloir début décembre, en plein milieu d'un champ de mines. Malgré toute l'émotion suscitée par le sort des réfugiés, il ne faut pas oublier que, tout le long de la frontière, c'est le quotidien d'une population totalement oubliée de l'État turc.

À Nusaybin, la frontière se voit depuis le toit des maisons. À quelques dizaines de mètres de la rue commerçante, l'armée turque est en manœuvre au poste frontière. En face, à une centaine de mètres, c'est la ville de Qamishlo (Al Qamishli), au Rojava (Kurdistan syrien). On peut se promener aux abords des barbelés, la rue suit même le tracé de la frontière. La zone frontalière, laissée en partie à l'abandon, fait le bonheur des habitants. Ici le salaire moyen dépasse à peine les 150 euros par mois, et la population, bien que de plus en plus concentrée dans de grandes villes, reste néanmoins très rurale. Les complexes d'appartements modernes côtoient les chèvres qui paissent dans un terrain encore non construit, et les femmes descendent nourrir les poules sur le trottoir, avant de faire le pain dans le four à bois commun au voisinage. A de nombreux endroits, les barbelés délimitant la zone frontalière ont été sectionnés, ou sont simplement tombés, faute d'entretien. Chacun a pris sa petite bande de terre, l'a délimitée d'une clôture basse et y a mis un petit portail en fer forgé, le long duquel des rosiers grimpent nonchalamment. Les citronniers lourds de fruits en décembre et les énormes choux semblent faire la nique au planton de l'armée turque, à peine quelques dizaines de mètres plus loin, qui fait sa ronde. Il en est de même pour les bêtes, qui semblent particulièrement apprécier les hautes herbes grasses qui poussent ici, et lèvent à peine la tête pour regarder les blindés passer.

Un habitant raconte : « Quand j'étais petit, j'avais sept ou huit ans, un camarade de classe est parti garder les chèvres dans le champ, ici à la frontière. Il a marché sur une mine. Sa jambe a été arrachée, il a fallu l'amputer. Il est revenu à l'école avec une jambe en moins. Il habite encore ici, à quelques rues de chez moi. De toute façon, que veux-tu faire avec une jambe en moins ? Sa vie est finie. C'est de la faute de la Turquie. Ils ont envoyé une entreprise israélienne déminer un peu, comme ça, juste pour les médias, et ils ont enfoui d'autres mines ensuite. Je les ai vus faire. »

En effet, en 2009, l'usage de mines antipersonnel par l'armée turque a été révélée par deux fois par les journaux, dans la province de Sirnak et d'Hakkari, à la frontière irakienne. Le quotidien *Taraf* a alors publié un document mettant en cause la 23<sup>e</sup> division de gendarmerie, qui rapporte que l'armée turque a enfoui de nouvelles mines.

« C'est normal ici. Je dois connaître deux ou trois personnes qui ont eu au moins un membre arraché par une mine », nous confie une personne originaire d'un village frontalier. « Tu sais, parfois ça tourne à notre avantage. J'ai entendu ça au village. Les fermiers envoient une vieille bête dans un champ miné, elle explose, et ensuite le fermier va demander un dédommagement à l'État. La Turquie traite mieux le bétail que nous (les Kurdes, ndlr) ! »

À l'est du pays, les soins prodigués par les hôpitaux publics sont rudimentaires, la population n'ayant de toute façon pas les moyens

d'accéder à de meilleurs soins, faute de couverture sociale. Les amputés sont sans ressources : aucune aide ne leur est accordée, ni financière, ni matérielle (prothèse, rééducation...). Les personnes handicapées sont souvent un fardeau pour leur famille, ne peuvent pas se marier -ce qui est ici un événement social majeur- et exercer un métier. Ükrü Boyraz, président de la Fédération turque des personnes handicapées, affirme que dans chaque ville ou village de l'est ou du sud-est de l'Anatolie tout le monde connaît au moins une personne mutilée à cause d'une mine, et reconnaît que ces personnes sont livrées à leur sort.

À ce jour, la Turquie a demandé un délai supplémentaire de huit ans aux Nations unies afin de déminer entièrement ses frontières. Ce qui veut dire que pendant huit ans encore des civils seront susceptibles d'être tués ou lourdement handicapés par une mine antipersonnel le long de la frontière.

D'un point de vue humain, on peut se demander quel est l'intérêt de la Turquie à mutiler ses citoyens. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que les mines se trouvent dans les zones les plus pauvres du pays (Anatolie du Sud et Sud-Est), habitées majoritairement par des kurdes. Ces zones sont abandonnées par l'État turc, ce qui se voit notamment par le peu d'infrastructures et de services publics proposés. La police y est généralement discrète, les municipalités étant dirigées par le BDP, le parti démocratique qui représente le PKK dans les urnes. La guerre avec la Syrie et les conflits avec le Kurdistan Irakien, notamment le passage des milices et des membres du PKK, confortent la Turquie dans sa décision de retarder au maximum le retrait des mines. De plus, le « problème kurde », tel qu'il est pudiquement évoqué, donne une bonne raison de tourner le dos aux mutilations et aux décès provoqués par ces mines, puisque ce sont des Kurdes, donc des citoyens de seconde zone aux yeux du gouvernement turc, qui sont la plupart du temps les victimes. On peut donc penser que le « problème kurde » se réglerait en partie, selon la Turquie, à coups d'explosions meurtrières. Pour un pays se réclamant démocrate à cor et à cri, la situation est plutôt explosive... **M. P.**

Sources et articles connexes :

Rapport Landmine monitor 2013 ;

Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, 18 septembre 1997, <https://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/INTRO/580>

# Galimatias, brouillage et confusionnisme

La lutte des putes : alliance entre féministes, ouvriers, pauvres et exclus !



## L'émission Femmes libres

sur Radio libertaire

IL EST IMPORTANT de connaître les arguments de nos opposants. Les connaître pour mieux les combattre. Dans les propos de Schaffauser, bien huilés, règne le confusionnisme. En quoi les luttes des femmes, des ouvriers, des pauvres et des exclus ont à s'allier dans la prostitution de salon ou de studio? Thierry Schaffauser se présente comme acteur pornographique et activiste pro-sexe sur les listes électorales d'Europe Écologie les Verts (EELV) à Paris en 2014. Au nom de ses activités pro-sexe, il parle des luttes des «putes», en fait, de la construction du Strass (Syndicat du travail sexuel), et pourtant :

Il n'est pas une personne prostituée maquée car c'est lui qui décide de louer sa personne;

Il n'est pas une victime de la traite des êtres humains ne faisant partie ni des 80 % de femmes et de filles, ni des 20 % d'hommes et de garçons, traités par les divers réseaux et maffias;

Il n'est pas harcelé, violé, torturé, drogué; quand il se drogue, c'est lui qui en fait le choix;

Il n'est pas pauvre; ses films et ses livres complètent ce qu'il gagne dans ses prestations sexuelles;

Il n'est pas ouvrier, il en est bien éloigné de par ses revenus et sa liberté d'aller et de

venir, mais il travaille plutôt sur un modèle de libre entrepreneuriat, d'exercice libéral, de libéralisme économique;

Il n'est pas plus syndicaliste car il ne prône ni l'abolition du salariat, ni l'abolition du système prostitueur, et ne présente guère de solidarité avec toutes les personnes prostituées entravées dans leur liberté;

Il n'est pas davantage féministe ou proféministe car il confond la solidarité développée par des féministes pour aider ou accompagner des personnes prostituées et leur soi-disant soutien au système prostitueur.

Les féministes luttent contre le patriarcat, contre toutes les formes de domination, d'oppression, d'exploitation, et pour l'égalité, la liberté et la justice: c'est pourquoi elles peuvent être aux côtés des personnes prostituées sans pour autant soutenir un système qui exploite, domine et opprime les personnes.

La Lutte des putes de Thierry Schaffauser (La Fabrique éditions, 2014) serait une lutte contre l'oppression, une lutte féministe, une lutte syndicale: ce sont les titres des chapitres du livre.

Or, aujourd'hui, les personnes prostituées qui luttent combattent avant tout la loi de sécurité intérieure de Nicolas Sarkozy (quand il était ministre de l'Intérieur, 2003) car cette loi avait institué le délit de racolage passif.

Cependant, une fois ce délit abrogé, et c'est une urgence qu'il le soit vraiment (il l'est par le Sénat, mais la loi générale ne devrait être présentée qu'au premier semestre de 2015), restent entières la violence et l'oppression des prostituées (clients, proxénètes, mafias, trafiquants, États). Tous les témoignages des personnes prostituées ou de celles qui sont sorties du système prostitutionnel dénoncent les violences, les sévices, les tortures, les viols qu'elles subissent ou qu'elles ont subi. Même le Strass a ouvert une adresse pour alerter en cas de violence : [violences@strass-syndicat.org](mailto:violences@strass-syndicat.org).

Thierry Schaffauser n'a sans doute pas compris non plus ce qu'est le féminisme. Il utilise la notion du *care* pour affirmer que « les revendications pour la reconnaissance du travail sexuel comme travail ont, d'après les féministes du *care*, contribué à dévoiler par la même occasion la dépendance des hommes au travail de soutien affectif, émotionnel, sexuel et de soins des femmes »<sup>1</sup>. Et à ce titre la reconnaissance de la prostitution comme travail rendrait service à toutes les femmes en leur permettant d'exiger d'être payées en toutes occasions de relations sexuelles ou de travail ménager ! Comme si les féministes voulaient être rétribuées pour faire l'amour ou pour faire le ménage ! Les féministes revendiquent, d'une part, le partage à égalité des tâches domestiques et, d'autre part, la liberté sexuelle, et ce sans tarification, et sans contrôle ni de l'État, ni de l'Église, ni du patriarcat.

Le Strass est-il un syndicat ? Sur le site du Strass, il est défini comme syndicat du travail sexuel afin de principalement promouvoir la parole, faire reconnaître et mener des actions en faveur des « travailleur(se)s du sexe », ce qui regroupe aussi bien « des prostitués (de rue ou indoor), des acteurs porno, des masseurs érotiques, des dominatrices professionnelles, des opérateurs de téléphone/webcam rose, des strip-teaseurs, des modèles érotiques, des accompagnants sexuels, etc. ». Or il ne rassemble quasiment que des « putes » volontaires et non celles qui sont contraintes, soit un très faible pourcentage de l'ensemble des personnes prostituées : il n'est qu'à voir les différents porte-parole ou secrétaires généraux en la personne de Maîtresse Nikita, Maîtresse Gilda (toutes deux travesties dominatrices), Morgane Merteuil (escorte) ou Bud Power (escort boy). Et pourtant c'est au nom de toutes que le Strass agit sans revendiquer l'abolition de l'exploitation prostitutionnelle.

L'enquête menée par la journaliste anarchiste suédoise Kajsa Ekis Ekman dans *L'Être et la marchandise* (M éditeur, 2013) démontre que, dans les pays où des syndicalistes ont voulu ouvrir des syndicats pour les personnes prostituées, la syndicalisation n'a pas abouti. La SAC suédoise d'orientation anarcho-syndicaliste (Sveriges Arbetare Centralorganisation), n'a reçu que deux demandes, et encore c'étaient des danseuses nues entrepreneuses individuelles (d'après le débat dans *Syndikalisterna*, 2002). Aux Pays-

Bas, de Rode Draad a pu s'affilier à la Fédération Nederlandse Vakbeweging et obtenir un temps des fonds de l'État ; actuellement il végète et n'a jamais organisé de luttes syndicales. L'IUSW britannique (International Union of Sex Workers) n'est en fait qu'un syndicat de proxénètes. Le plus actif dans l'organisation est Douglas Fox, qui écrit tous les articles de la page d'accueil du site, et il s'exprime dans les médias sur la satisfaction d'exercer le travail du sexe et sur la misère du féminisme : en fait il est, avec John Dochertz, à la tête d'une des plus importantes agences d'escortes de Grande-Bretagne, Christony Companions. Quant à la Confederacion Sindical de Comisiones Obreras (CCOO) espagnole, elle a tenté en 2006 d'organiser les personnes prostituées : aucune « pute » n'a adhéré. En ce qui concerne le Strass, Kajsa Ekis Ekman a essuyé un refus lors de ses demandes d'interview.

Si la sexualité est devenue pour certains et certaines une marchandise, la prostitution n'est pas pour autant devenue un travail (K. Ekis Ekman) et elle ne peut l'être du fait de la nature intrinsèque de la domination et de l'oppression : même si le système était auto-gestionnaire, le patriarcat modèle les rapports de domination, de discrimination, d'exploitation et les figures de « maman », d'« amant », de « putain » (Claudine Legardinier, Saïd Bouamama, *Les Clients de la prostitution*, l'enquête, Presses de la Renaissance, 2006) et en joue en les opposant. Il est donc nécessaire de combattre le patriarcat et de promouvoir des relations fondées sur la liberté, l'égalité, la gratuité et la solidarité pour que chacun et chacune puisse choisir son chemin de vie.

Par ailleurs, la sénatrice du Val-de-Marne Esther Benbassa (EELV) a publié sur son site, le 6 février 2013, une liste d'associations auxquelles elle alloue des fonds au nom de la réserve parlementaire dédiée au financement de « projets locaux ». Le Strass figure au titre de ces associations : bel exemple de dépendance partisane pour développer non pas le syndicalisme mais l'industrie de la prostitution.

Les personnes prostituées n'ont pas besoin d'un Schaffauser pour s'exprimer elles-mêmes, il ne représente qu'une partie des personnes escortes, trans, travestis, acteurs et actrices du porno. La grande majorité des personnes prostituées sont dans la rue sans l'avoir choisi, et celles qui ont survécu et s'en sont sorties expriment tout autre chose.

Les ondes de *Radio libertaire* et l'émission *Femmes libres* peuvent accueillir, aujourd'hui comme par le passé, les personnes prostituées qui luttent, mais pas les porte-parole qui ne les représentent pas. **F.L.**

1. p. 139-140.

# Le collectivisme dans l'anarchie

**Claude Fréjaville**

**LES ANARCHISTES** peuvent-ils s'unir avec les communistes et mener un combat commun avec les marxistes ? C'est aujourd'hui l'avis de tout un courant du mouvement libertaire. Mais, si les mots ont un sens au regard de l'histoire socialiste, des théories anarchistes et des pratiques libertaires, il faudrait peut-être y regarder à deux fois.

Rappelons, par exemple, que les anarchistes dans l'Internationale voulurent traiter l'ensemble des questions relatives à la propriété et à l'État, et que celles-ci conduiront à des séparations profondes entre socialistes libertaires et autoritaires.

Le conflit se nouera, lors de l'ouverture du IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, tenu à Bâle en 1869, quand les socialistes, dont Liebknecht, voulurent mettre à l'ordre du jour la question politique. Eugène Hins s'y opposa en déclarant : « On veut, dit-on, arriver par une représentation ou législation directe à transformer les gouvernements actuels, œuvre de nos ennemis les bourgeois [...] Laissons plutôt ces gouvernements tomber en pourriture, et ne les étayons pas de notre moralité. » Ces idées étaient diffusées par Michel Bakounine, mais, comme le remarque Marianne Enckell : « il ne faut pas attribuer l'évolution des sections jurassiennes à la seule influence de Bakounine, « même si » celui-ci a joué un rôle de révélateur<sup>1</sup>. » En effet, au tournant des années 1868-1869, Bakounine milite en faveur du socialisme fédéraliste en ralliant les proudhoniens, qui associaient déjà très nettement l'anarchisme et le collectivisme. La question de la propriété foncière reprenait et confirmait la déclaration du congrès précédent, tenu à Bruxelles, mais entraînait des discussions qui firent apparaître des divergences de vues chez les mutuellistes et les collectivistes eux-mêmes.

De Paepe, nous dit Guillaume, semblait se rapprocher des mutuellistes Tolain, Langlois, Chemale et Murat quant à la détention de la rente et des produits par l'État, alors que la majorité de la commission était d'avis que : « Le sol doit être cultivé et exploité par les communes solidarisées. » En fait, il s'agissait de définir un projet de société libertaire, et c'est pourquoi Bakounine concluait très nettement : « à la solidarité des communes proposée par la majorité de la commission, d'autant plus volontiers que cette solidarité implique l'organisation de la société de bas en haut, tandis que les propositions de la minorité supposent un État<sup>2</sup>. » C'est dans ce sens que Bakounine avait opté pour le collectivisme contre le communisme, pour le proudhonisme contre le marxisme. Si, écrivait justement Gaston Leval, « Bakounine a repris à son compte certaines conceptions marxistes », c'est que « insistons sur ce point, [elles] furent d'abord proudhoniennes<sup>3</sup>, et il en était ainsi de l'idée collectiviste. James Guillaume et Bakounine revendiquaient d'ailleurs clairement cette paternité dans un ouvrage peu connu, car paru en russe : *L'Anarchie selon Proudhon*<sup>4</sup>.

Dans les *Capacités politiques*, le « père de l'anarchie » consacrait un chapitre à l'association dans la mutualité où il soutenait la possession collective contre la communauté, idée qu'il précisait dans sa *Théorie de la propriété*, publié en 1866, par une sorte de copropriété inspirée de la propriété allodiale. Cette propriété mutualisée n'était ni individuelle, ni nationale, mais associative et répondait parfaitement à la liquidation réclamée par les collectivistes dans l'Internationale. Ainsi, Eugène Hins avait conclu que « la propriété, dans une société égalitaire, devait se transformer inévitablement en simple possession<sup>5</sup> » mais les mutuellistes, s'inquiétant, avec quelque raison, d'une col-

lectivisation forcée qui conduirait au communisme, ne voulurent pas s'écarter du mouvement coopératif<sup>6</sup> en suivant le mutuellisme modéré de Tolain<sup>7</sup>.

Or, l'auteur de la *Capacité politique* avait mis en garde : « Après avoir signalé les fausses idées et les illusions de la multitude travaillante, en ce qui concerne le crédit, je ne puis m'empêcher de noter la timidité de quelques-uns, qui, dans leur effroi des utopies, se font une sorte de sagesse de suivre pas à pas la pratique bourgeoise, et feraient volontiers consister leur mutuellisme en ce que la classe ouvrière aurait ses banquiers, pendant que les propriétaires, les entrepreneurs et les boutiquiers auraient les leurs. Quoi ! à peine affirmée, la mutualité rougirait de son nom ! Elle aurait peur de se laisser entraîner trop loin ! Elle protesterait contre ce que quelques-uns appellent déjà l'exagération de ces doctrines<sup>8</sup> ! » [...] « La vraie mutualité, nous l'avons dit, est celle qui donne, promet et assure service pour service, valeur pour valeur, crédit pour crédit, garantie pour garantie ; qui substituant partout un droit rigoureux à une charité languissante, la certitude du contrat à l'arbitraire des échanges, écartant toute velléité, toute possibilité d'agiotage, réduisant à sa plus simple expression tout élément aléatoire, rendant le risque commun, tend systématiquement à organiser le principe même de la justice en une série de devoirs positifs, et pour ainsi dire de gages matériels<sup>9</sup>. »

Les discussions techniques soulevées dans l'Internationale par les antiautoritaires attachés à l'idée d'une socialisation collectiviste agaçaient les socialistes d'orientation communistes, notamment Hess, qui demandait la confirmation pure et simple des résolutions de Bruxelles. L'essentiel pour ces derniers étant de faire entrer la propriété dans la communauté. Les questions sociales, le crédit, l'héritage, etc., ne se posaient plus, sous le régime communiste ! En revanche, le collecti-

visme ne se substituait pas au principe mutualiste, et reprenait en tout point la thèse proudhonienne. Bakounine et Guillaume ont toujours revendiqué cette paternité, et ce dernier, allant jusqu'à accréditer l'évolution communiste libertaire dans ce sens, écrivit en 1911 un article pour la *Vie ouvrière* intitulé : «Proudhon communiste<sup>10</sup>». Mais la confusion des termes ne profita pas à l'anarchie, puisque finalement les mots : collectivisme et communisme, lui échappent. Le collectivisme se confond avec le socialisme parlementaire et le communisme libertaire, de plus en plus, avec le marxisme libertaire, malgré les résistances des Kropotkine et Reclus, et le réalisme critique des Pelloutier et Malatesta!

L'anarchisme français considéra, avec Guillaume, que collectivisme, communisme, anarchisme, c'était la même chose. Il n'était pas ainsi au-delà de nos frontières. L'anarchiste nord-américain Benjamin Tucker distinguait nettement le communisme libertaire et le socialisme des anarchistes, en défendant un individualisme social qui était alors peu développé en France. Gary Elkin a parfaitement montré que cette position ne rapproche cependant pas Tucker des prétentions libertariennes actuelles, comme on veut le faire croire<sup>11</sup>.

Mais, à l'exception d'un Max Nettlau ou d'un Gustave Landauer, peu d'anarchistes se sont mêlés à ce débat; sinon l'Espagnol Ricardo Mella, malheureusement peu connu en France, et qui défendait le collectivisme contre le communisme, quand celui-ci s'introduisait en Espagne dans les années 1880. Ce penseur est particulièrement intéressant, car il insiste sur l'importance de la question de la propriété, qui ne saurait disparaître, dans le flou communautaire ou les prétentions individualistes. Cette discussion agaçait, comme nous l'avons vu, les communistes dans l'Internationale, qui préféraient s'en tenir à une simple idée de communauté, compatible avec les politiques unitaires et les ambitions dirigistes. Mella dénonçait justement les confusions qui brouillent ce débat, en notant que le «socialisme marxiste en Espagne – qui se dit indifféremment collectiviste et communiste – [soutient] que les anarchistes perdent lamentablement leur temps à discuter des cinq essences d'un avenir que personne ne peut déterminer d'avance ou a priori<sup>12</sup>.»

Or, il ne s'agissait pas d'affirmer politiquement la communauté mais de lui redonner vie socialement<sup>13</sup>. «Donner à l'individu ce qui est de l'individu et à la société ce qui est de la société, écrivait Mella, c'est la devise du socialisme moderne. Ainsi la richesse naturelle et sociale est le droit de tous : le produit élaboré, le droit de chacun. Il reste que la possession, la propriété, soit vérifiée dans le droit, et le problème est résolu. Le principe de l'autonomie individuelle et collective, l'essence de la liberté, n'exige ni plus ni moins.» L'auteur insistait alors, sur la nécessité du collectivisme pour l'anarchisme, car : «Ce n'est pas pour rien que nous affirmons le libre fonctionnement des collectivités. Dans un état de liberté il ne peut entrer des formules déterminées a priori et c'est pour-



quoi nous rejetons en même temps le principe que chacun doit obtenir la rémunération de son travail conformément à ses besoins et à cet autre : qu'il doit recevoir conformément à l'unité de temps, l'heure de travail, ou conformément à l'unité du produit élaboré. Nous n'admettons pas qu'une commission ou une administration évalue notre travail. Il faudrait autant admettre l'intervention de l'autorité, et d'invoquer le système de gouvernement dans nos relations. [...] Ainsi que sur le terrain politique nous proclamons l'anarchie, dans l'économique nous préconisons le collectivisme, et dans l'ordre des sentiments humains, de coopération universelle, nous propageons la solidarité.»

Selon Mella : «Totalelement collectiviste est l'évolution sociale, parce que rien ne dévoile qu'elle favorise en soi la communauté. Il semble que l'individu, ayant compris, comme une chose indiscutable, que l'intégrité de son travail est son unique et légitime propriété, qu'il n'est préoccupé par aucune autre chose que d'entrer dans sa possession, et dans l'usufruit de ce qui est également à tous. L'évolution sociale de la propriété est, donc, un des fondements scientifiques du collectivisme.» Mella abordait la question sociale du droit, que l'approche sociologique et juridique du proudhonisme permet aujourd'hui de mieux comprendre<sup>14</sup>, et écrivait que «le collectivisme, consacre d'une part la généralisation du droit, et d'autre part la garantie de la propriété du travail<sup>15</sup>».

Il est peut-être bon de rappeler ces discussions quand les idées anarchistes partent un peu en tout sens, au risque de se nier, en affirmant l'individu ou la communauté en parfaite harmonie avec l'idéal libertaire, mais qui fera tôt ou tard des concessions à l'État, au capital ou à la religion, comme on le voit déjà sous la plume de certains libertaires post ou néo-anarchistes, qui aimeraient en finir avec ces foutus principes anarchistes!

**C. F.**

1. Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne, Les origines de l'anarchisme en Suisse*, Ed. La Cité, 1971, p. 19.

2. Cité par J. Guillaume, *L'Internationale*, Éditions Grounauer, Genève, 1981, vol. 1, tome I, p. 197 et 198.

3. Gaston Leval, *La Pensée constructive de Bakounine*, Ed. Spartacus, 1976.

4. Voir *Œuvres complètes de Bakounine*, vol. 6, Introduction d'A. Lehning.

5. J. Guillaume, *L'Internationale*, vol. 1, tome I, p. 198.

6. Jacques Bouché-Mulet, *Le mouvement coopératif et mutualiste sous le Second Empire*, Cahier de l'Atelier Proudhon, E.H.E.S.S., 1993.

7. Tolain était comme beaucoup d'autres ouvriers sous l'influence intellectuelle de Proudhon, mais il n'était sûrement pas anarchiste, comme le prouve sa carrière parlementaire. James Guillaume notait à l'époque du Congrès de Bâle que : «Tolain, quoique proudhonien, déclara que le projet de voir les associations fédérées remplacer l'État lui apparaissait comme un rêve.» (*L'Internationale*, Grounauer, 1980, vol. 1, tome I, p. 206).

8. P.J. Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières*, tome I, p. 155.

9. *Ibid.*, p. 96.

10. *La Vie ouvrière*, n° 46-47 (20 août - 5 septembre, 1911).

11. Gary Elkin : Benjamin Tucker - Anarchist or Capitalist? [http://flag.blackened.net/daver/anarchism/tucker/an\\_or\\_cap.html](http://flag.blackened.net/daver/anarchism/tucker/an_or_cap.html) (Traduction approximative).

12. Ricardo Mella, «La coopération libre et les systèmes des communautés» («La cooperacion libre y los sistemas de comunidad», *Memoria al Congreso revolucionario internacional de Paris*, mai 1900. Ideario, Producciones Editoriales, Barcelona, 1978).

13. Voir à ce propos Jacques Langlois : «Les "Communs" contre le capital et l'État» sur : <http://siolgnal.unblog.fr>.

14. Voir notamment Pierre Ansart, Jean Bancal, Jacques Langlois, les travaux de la Société Proudhon et l'étude de Sophie Chambost : *Proudhon et la norme*.

15. Ricardo Mella : *El colectivismo. Sus fundamentos científicos*, 1889.

# Les dessous ou les buts inavoués du **capitalisme** français

**Francis Pian**

**VRAIMENT LEUR MONDE** n'est pas le nôtre. Un ouvrage collectif, rédigé par une équipe de journalistes d'investigation, révèle de bien curieux comportements sous le titre *Histoire secrète du capitalisme français* ou plus précisément, comme l'indique le sous-titre, *Le vrai visage du capitalisme français*, paru aux éditions La Découverte. De 1945 à 2014, les auteurs soulèvent le voile des Trente Glorieuses, des affaires en sous-main, de la constance de ces patrons, de père en fils Gattaz, profitant de la crise pour remettre en cause les acquis du monde ouvrier et salarié. Un ouvrage à lire par tout militant, tout responsable qui ne peut pas se limiter à une histoire officielle aseptisée.

## **Faire oublier Vichy et la collaboration économique**

Cette mine d'informations sur plus de sept cent pages se divise en cinq parties. La première (1945-1968) montre tout le travail pour faire oublier les attitudes et les compromissions sous Vichy en recyclant les intéressés. Globalement les patrons et les responsables de l'administration restent en place. La collaboration économique a pourtant été une réalité avec des entreprises comme Kuhlmann travaillant pour IG Farben ou Renault accusée, et une des rares condamnées, pour « production avec zèle pour l'ennemi ». Bon nombre de patrons se cacheront derrière la pseudo résistance professionnelle, mais les vrais résistants seront peu nombreux. Au lendemain de la guerre, il faut reconstruire, et l'argent de l'État (6 000 milliards de francs) abondera le redémarrage des entreprises, sous couvert de nationalisations.

Pour lutter contre le « communisme », la CIA

et les syndicats américains (ASL) participeront au financement d'officines plus ou moins obscures qui alimenteront des actions du patronat en complément de la constitution de caisses noires comme celle des congés payés du BTP, le 1 % logement, celle de la médecine du travail et la formation professionnelle. Des coopérations bizarres se dessinent entre grand patronat, services secrets, hommes politiques ; la Françafrique en est la meilleure illustration. Elle servira notamment à organiser l'immigration pour fournir une main-d'œuvre bon marché et insécurisée en raison d'un statut en marge de la légalité. Il en sera ainsi dans le BTP et pour les grandes usines comme Renault Billancourt, qui logeait dans un premier temps ses ouvriers dans le bidonville de Nanterre.

## **Allier État et monde des affaires**

La deuxième partie (1969-1981) traite du triomphe du capitalisme d'État et du monde des affaires. Elle souligne toutefois l'inquiétude d'une partie du patronat face à la mobilisation de l'opinion publique en faveur des salariés de Lip en 1973 : « C'est possible. On fabrique, on vend. On se paie ! » Se constituent des syndicats jaunes (CFT), milices patronales comme chez Peugeot, Citroën, financés par les fameuses caisses noires. Leur mission : lutter contre les syndicats revendicatifs, ficher les militants et « casser du gauchiste » (affaire Pierre Overney). Par ailleurs, le lecteur croquera des militants issus du mouvement d'extrême droite Occident tels que Devedjian, Longuet, Madelin, en recherche de respectabilité et de fonctions politiques au sein de la droite institutionnelle, via des officines comme celles de Georges Albertini sévissant

déjà sous Vichy. Une fois de plus, l'État est là pour renflouer le capitalisme défaillant en nationalisant le groupe sidérurgique De Wendel. Les scandales vont se succéder dans l'immobilier, notamment à la Défense, dans les Hauts de Seine.

La troisième partie (1981-1988) trouve un patronat vent debout contre l'arrivée de la gauche au pouvoir ; son objectif : la faire échouer, puis l'utiliser. Là aussi les nationalisations ont sauvé bon nombre de fortunes, car les groupes industriels étaient presque tous en difficulté. Ces mêmes patrons mènent une bataille idéologique pour ringardiser le discours et les valeurs de gauche avec la participation d'une partie de responsables dits de gauche. La gauche institutionnelle finit par « parler le libéralisme ». La dérégulation est en marche.

## **Faire triompher le libéralisme**

La quatrième partie (1988-1997) connaît le triomphe de la mondialisation. Il est de bon ton d'investir aux États-Unis et donc d'adopter la conception libérale des relations sociales. Des restructurations touchent le BTP, la pharmacie, les médias. Les scandales comme celui de l'amiante, la pollution de sites industriels éclatent avec ceux du financement des partis politiques.

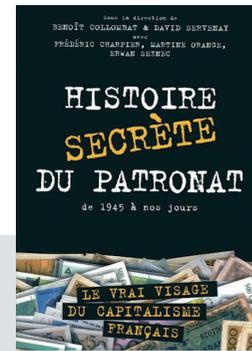
La cinquième partie (1998-2014) s'intitule « L'ère des tueurs » et s'ouvre sur la contre-révolution libérale. Sans vergogne s'affichent les accointances grand patronat, classe politique, du sarkozysme triomphant. Denis Kessler (Medef) veut détruire le programme du Conseil national de la Résistance, à l'origine de la Sécurité sociale, des comités d'entreprise et de nombreuses autres acquis

sociaux. L'objectif est clair : la vie de l'entreprise doit s'autoréguler, les lois et les normes n'ont pas de sens. C'est-à-dire un retour au XIX<sup>e</sup> siècle et au patron maître dans son entreprise. Parallèlement la lutte contre la corruption est navrante. Les lobbies font pression pour cacher les conséquences de technologies dangereuses car encore incertaines, telles que le maniement des ondes électromagnétiques. Des liens sont établis entre des groupes industriels et des experts pseudo indépendants chargés de les contrôler. L'argent règne en maître, les rapports salariaux varient de 1 à 250 selon les entreprises, voire de 1 à 400 dans les banques. De nouveaux dispositifs juridiques renforcent le contrôle des entreprises sur l'action publique, le monde à l'en-

vers ! Ainsi les contrats de partenariat public privé enchaînent-ils des budgets publics sur des dizaines d'années et coûtent de 20 % à 30 % plus cher à la collectivité donc aux contribuables. Des contrats léonins comme celui relatif à l'écotaxe rendent très difficile une remise en question, pour le plus grand bénéfice des entreprises.

Cette fresque sur soixante-dix ans met en relief la stratégie d'une classe/caste sociale qui s'appuie sur les pouvoirs publics pour remettre en cause les organisations des salariés, puis les acquis sociaux, et veut gagner la bataille idéologique en faveur du libéralisme. Pas de chance pour elle, nous le savons et nous pourrions encore mieux poster.

**F. P.**



**Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours, Direction de Benoît Collombat et David Servenay, Editions La Découverte, 2014, 700p. En vente à Publico, 23€.**

## Chronique du critique influent

**LE MONDE LIBERTAIRE** a déjà rendu compte de Mastatal<sup>1</sup>, ouvrage de Malcom Menzies, publié aux Éditions Plein Chant.

Aujourd'hui, auteur et éditeur récidivent avec *Deux Lueurs de temps* (titre emprunté à un vers de Thomas Carllile). Le sous-titre : *Le poète et le bandit*, renvoie explicitement à une chanson du chanteur «folk» italien Francesco de Gregorio : *Le Champion et le bandit*.

Le champion, c'est le coureur cycliste Girardengo ; le bandit, c'est Santo Decimo Pollastro, « qui passait pour le plus redoutable bandit italien de son temps ». Tous deux sont nés à Novi Ligure, au nord de Gênes ; tous deux sont adeptes de la bicyclette ; pour le reste, au lecteur de découvrir la suite...

Le poète, c'est Renzo Novatore (1890-1922), anarchiste individualiste. Quel rapport entre ces trois personnes ? C'est ce que va expliquer le narrateur, qui se rend en Italie pour retrouver les lieux qu'elles ont marqués. On pense souvent, au fil du récit, à certains récits de Didier Daenincks où le narrateur – ou un personnage – tente de gratter les lieux-palimpsestes pour y retrouver trace d'un passé, le plus souvent ouvrier. Mais dans *Deux Lueurs de temps*, difficile de retrouver le passé : « J'enrage. Il n'y a pas que le temps qui détruit. L'activité des hommes fait disparaître les lieux les plus chargés de mémoires, les lieux uniques, liés à un fait, un geste, un événement. Au nom du progrès, des réalités économiques – industrie et commerce – de l'argent, en somme... »

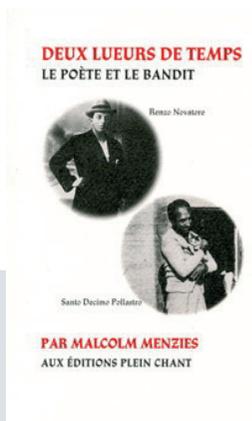
Le lecteur se fera sa propre opinion sur ce poète et ce bandit ; nul n'est obligé d'avoir une empathie particulière pour Novatore, dont l'individualisme s'inspire de Nietzsche, de Stirner et de Palente (le « Cripure » du *Sang noir* de Louis Guilloux).

Par contre, le livre restitue une évocation saisissante de l'Italie du début du xx<sup>e</sup> siècle. Et c'est tout le mérite de l'ouvrage que de remettre en perspective les événements ; une Première Guerre mondiale meurtrière (Caporetto), une crise économique, une opposition bourgeoisie/prolétariat exacerbée, la grève avec occupation d'usines (une première ! Ah, juin 1936 en France), une tentative d'autogestion, foulée aux pieds par un « accord » scélérateur, et puis le petit instituteur « socialiste », disciple de Sorel, qui monte, qui monte... Mussolini.

N'allez pas croire, pour autant, à un manuel d'histoire desséché et poussiéreux. *Deux Lueurs de temps* est à lire qui à la fois restitue le passé et rend compte de l'émoi présent du narrateur. Et c'est tout l'honneur des grands petits éditeurs que de nous proposer des textes de qualité qui informent, interpellent et forcent à se poser des questions.

**J.-D. Gautel**

1. Article d'Adam Roche : « Une colonie individualiste », *Le Monde libertaire* n° 1585.



**Malcom Menzies, Deux lueurs de temps, Editons Plein Chant, 144p, 12€.**

# Trop jeunes pour mourir

L'OUVRAGE DE GUILLAUME DAVRANCHE, bouquin volumineux de plus de 500 pages, relate l'histoire du mouvement ouvrier de 1909 à 1914 et celle du mouvement libertaire de l'époque. Le lecteur est invité à déambuler dans les espaces militants de l'époque, en y rencontrant des personnages connus ou ignorés aujourd'hui, à travers leur parcours, leurs combats, leurs qualités et leurs travers: nous découvrons certaines figures sous des aspects nouveaux.

Guillaume Davranche, au cours d'un long récit chronologique, nous imprègne des ambiances des réunions, des congrès, des grèves, des échanges entre militants; nous approchons ainsi des enjeux politiques de ce temps-là.

L'auteur nous propose deux manières d'aborder son ouvrage: « On peut le suivre de façon linéaire, chapitre par chapitre, année après année [...]. On peut aussi le lire dans le désordre, le pénétrer à un endroit ou un autre, au gré de ses centres d'intérêts: le syndicalisme, le féminisme, l'anticolonialisme, l'anarchisme, les travailleurs migrants<sup>1</sup>... »

Grâce à un long travail de recherche dans des archives et les journaux, une foule de détails nous est livrée sur les débats, les divergences, les conflits, les passions, les questions qui se posent à tous ces militants. De petites luttes en grandes luttes est croqué un tableau riche en couleurs des personnalités syndicalistes et anarchistes d'alors. De même, sont dessinées les différentes sensibilités des anarchistes impliqués ou non dans le mouvement syndicaliste; on rapproche les passerelles entre les unes et les autres.

À travers cet ouvrage, nous percevons et cernons mieux la vivacité, l'élan du mouvement ouvrier des années 1909-1914, alors que, pourtant, l'impact de la CGT déclinait. Elle restait malgré tout, pour nombre d'anarchistes, un point d'ancrage pendant qu'ils construisaient leur propre organisation, à la durée de vie bien éphémère, largement du fait de la guerre: la Fédération communiste anarchiste (FCR puis FCA, née en 1913).

Signalons un chapitre important sur les luttes des femmes, qui, parmi les camarades masculins, dans une société très patriarcale, ont du mal à émerger sur le devant de la scène. Il relate leurs mobilisations, telle celle de la grève des midinettes, des couturières de la chaîne de magasins Esders.

L'auteur met en avant l'importance de la presse militante, tant pour la diffusion des idées que pour les débats internes. À ce titre, l'hebdomadaire *La Guerre sociale* a joué un rôle central, surtout pour les révolutionnaires, pour lesquels il a été une référence, avant

d'être rejeté suite à des dérives idéologiques de ses principaux animateurs.

Parler de cette époque, c'est aussi évoquer les anarchistes individualistes et, parmi eux, les illégalistes et les réactions qu'ils suscitent parmi les anarcho-communistes, soulignant que l'anarchisme a du sens quand il a une visée collective.

En fil rouge et noir à l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement libertaire, la lutte des pacifistes qui veulent éviter la guerre, dans un contexte de patriotisme exacerbé, que l'on peine à imaginer aujourd'hui. Parmi les plus engagés, il y a ceux de la Fédération communiste anarchiste, qui, lors de son congrès à l'été 1913, fédère – à l'exception des individualistes – l'ensemble des anarchistes. Ces derniers s'impliquent au prix de la répression qui s'acharne sur les militants syndicalistes et anarchistes. L'auteur décrit celle-ci avec précision: il rend compte du retour des « lois scélérates » anti-anarchistes, du « carnet B », des menaces qui pèsent sur eux, du risque du peloton d'exécution, de la peur du bagne militaire.

Le contexte de l'avant-guerre – rarement relaté – est mis en exergue: les grèves, la campagne anti-électorale des législatives de 1910, les grandes affaires (Ferrer, Aernoult-Rousset, Métivier, Bonnot), la montée d'un climat belliciste. Les réactions des militants, des révolutionnaires aux événements internationaux, en particulier la révolution mexicaine, et, en France, au renouveau de l'antisémitisme, font l'objet de longs développements.

Bien des thèmes, des questions, des divergences font écho à l'actualité de la mouvance libertaire et interrogent, de manière plus ou moins similaire à aujourd'hui, les liens entre syndicalisme et anarchisme: le syndicalisme révolutionnaire se suffit-il à lui-même pour transformer la société, pour initier une révolution? Faut-il des permanents syndicaux? Le corporatisme, le « fonctionnarisme », le centralisme, le modérantisme sont remis en question, sur fond de crise à la CGT.

Dans ce livre, Guillaume Davranche a voulu « écrire une histoire à hauteur d'hommes », en essayant de comprendre pourquoi ces militants, qui se sont battus durant quatre ans avec courage et persévérance, qui avaient fait la grève générale en 1912 – contre la guerre qui s'annonçait déjà –, n'arrivent pas à se faire entendre et finissent par renoncer en juillet 1914. Il s'est agi pour l'auteur de dépasser le jugement hâtif qui définit leur renoncement comme une trahison.

Malgré toutes les qualités de cet ouvrage « à hauteur d'hommes », par son ambi-

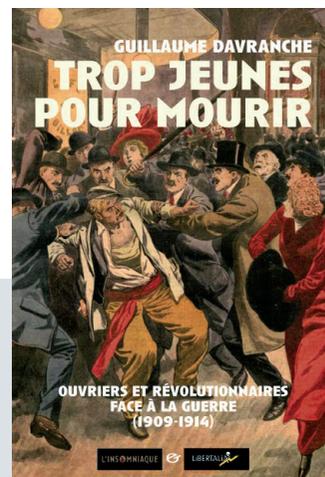
tion et au risque de l'exhaustivité, il s'adresse à des lecteurs aguerris pouvant naviguer durant 500 pages d'une organisation à une autre, d'une problématique sociale à une autre ce qui en rend la lecture compliquée sauf à choisir de le lire en le réorganisant de manière thématique, ce qui est avouons-le n'est pas si simple. Navigation qui rend – et c'est sans doute la part la plus innovante de l'ouvrage – difficile à bien saisir l'importance de cette quasi inconnue que fut la FCA. Première organisation pour un anarchisme social digne de ce nom dont les organisations libertaires sont les héritières directes. Nous pourrions, peut-être, songer à un « tiré à part » de cette belle initiative de nos anciens.

En plus de la richesse des informations, ce livre est graphiquement esthétique. Il est illustré de dessins tirés des journaux *La Guerre sociale*, *l'Humanité*, *l'Anarchie*... En complément du livre, vous trouverez un blog<sup>2</sup>, riche en iconographie, et les dates de la tournée que réalise Guillaume Davranche pour présenter son ouvrage.

Agnès Pavlowsky et Hugues Lenoir

1. P. 8.

2. <http://tropjeunespoumourir.com>.



Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir. Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)*, coédition L'Insomniaque et Libertalia, 2014, 544 p. En vente à Publico, 23€.

# « Les enfants ont des livres »

QUAND UN LIVRE est intelligemment écrit, qu'il s'adresse à des petits, à des ados ou à des adultes, quand on aime vraiment lire, un adulte peut parfaitement, même s'il n'a pas d'enfants autour de lui, acheter des livres catalogués « jeunesse », pour le plaisir. C'est le cas pour ce petit livre.

D'une logique imparable, ce livre, écrit par Alain Serres et joliment illustré par Lucile Placin, nous dit des choses simples, à priori : « les forêts ont des p'tits loups », « les océans ont des bateaux », et les enfants ont des livres.

Des livres pour voler plus haut dans leur tête. Ils en font « des salades d'étoiles » ...

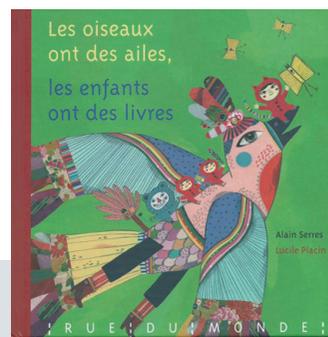
Les enfants peuvent découvrir le sens du mot « liberté » grâce à certains livres.

C'est tout et c'est tout !

Conseillé (mais je vous conseille de ne pas tenir compte des conseils) pour les trois à six ans ...

À savourer sans modération en tout cas !

Laurence Warot



Alain Serres, Lucile Placin, *Les oiseaux ont des ailes, les enfants ont des livres*, Editions Rue du Monde, 2014, 13€.

# « Les trois secrets d'Alexandra »

## « Il faut désobéir »

Alexandra est une petite fille vivant à notre époque. Or, il pèse sur sa famille trois secrets que les lecteurs vont découvrir album après album.

Dans ce premier album, le père d'Alexandra emmène sa petite-fille voir un vieil ami à lui : Pierre.

Pierre était gendarme pendant l'occupation. Il a aidé le père d'Alexandra, des juifs, des tziganes, des homosexuels... à se cacher.

Quand Alexandra le rencontre, il lui dit : « Moi je pensais autrement. Qu'il faut parfois désobéir pour rester un homme... Mon métier c'était d'arrêter les voleurs de poules, pas d'éteindre les étoiles. »

## « Un violon dans la nuit »

Là, Alexandra est en vacances chez sa tante Esther. Alexandra s'est fait un tatouo en autocollant sur le bras, et comme elle prend son bain, le tatouo commence à disparaître.

Alors la petite fille demande à sa tante de lui recoller un tatouo. Tante Esther détourne la conversation jusqu'à ce qu'Alexandra découvre sur le bras de sa tante « des chiffres bleu pâle gravés ».

Alors Esther lui révèle le second secret : « Dans les camps de concentration, j'étais devenue un objet avec un code-barre gravé sur la peau, le matricule 45 871. C'est trop difficile. »

Et puis tante Esther, la musicienne de la famille, explique à Alexandra pourquoi elle ne joue plus de violon. « À cause de la nuit de Noël 1943. On nous a obligés à jouer l'Hymne à la joie de Ludwig von Beethoven... debout, le ventre vide, dans le froid, les doigts gelés sur nos instruments. »

Et puis un jeune garçon avec lequel tante Esther s'était liée d'amitié « s'est écroulé dans la neige » à ce moment-là.

## « Viva la liberté ! »

Le père d'Alexandra lui propose de venir avec lui voir un match de foot dans lequel joue le Red Star.

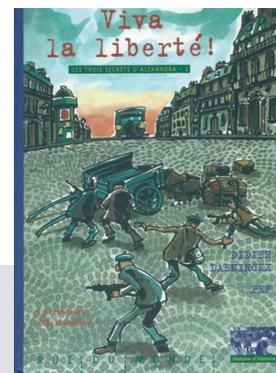
Et là il lui dévoile le troisième secret : l'histoire de son ami Rino qui jouait avant guerre avec lui dans l'équipe du Red Star.

« Le groupe de résistance dont Rino faisait partie était le groupe Manoukian... Ils ont fusillé Rino un matin froid de 1944. » Alors, en hommage à son ami Rino, le père d'Alexandra assiste à tous les matches de foot du Red Star.

Ces trois albums sont illustrés par Pef. Ses dessins sont violents, parfois à la limite du supportable.

Et les albums sont jalonnés de documents d'époque, non moins violents, pour interroger l'histoire du monde. Admirables et indispensables.

Laurence Warot



Didier Daeninckx, Pef, *Les Trois Secrets d'Alexandra*, éditions Rue du monde, trois albums, 12,20 € l'unité. En vente à Publico

## RADIO LIBERTAIRE

### Jeudi 8 janvier

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

14:00 > 15:00 **Radio Cartable.** La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

### Vendredi 9 janvier

14:30 > 16:00 **Les oreilles libres.** La fonction de l'orgasme est un ouvrage majeur de Wilhelm Reich. Constance Larrieu et Didier Girauldon s'inspirent du texte et de la pensée du psychanalyste et scientifique pour proposer un spectacle, sorte de vraie fausse conférence, en création à la Comédie de Reims du 13 au 23 janvier.

### Samedi 10 janvier

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.** Luites et actualités sociales

### Lundi 12 janvier

19:30 > 21:00 **Chroniques d'ailleurs.** Interview avec Hernan Riso patron de ¡ Radio presente! de Buenos-Aires.

### Mardi 13 janvier

19:30 > 20:30 **Parole d'associations.** Vie culturelle et associative.

### Mercredi 14 janvier

18:30 > 20:30 **Femmes libres.** La lectrice de Femmes libres nous fera découvrir *La Chasse à l'amour* de Violette Leduc. Le prix Artemisia 2015, pour la promotion de la bande dessinée féminine, est remis chaque année à une dessinatrice. Qui sera la lauréate 2015 parmi les dix titres présélectionnés?

# Communiqué

## Devriendt

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE a l'immense douleur de vous faire part du décès d'André Devriendt à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans. Militant anarchiste et syndicaliste, il aura été depuis la Libération de tous les combats du mouvement social. À la reconstruction

de la FA en 1954, à la responsabilité du Monde libertaire et de Publico comme à la Mutuelle de la presse et au secrétariat du Syndicat des correcteurs CGT. À son épouse, à sa famille, nous adressons nos plus sincères condoléances.

## Erratum

Il semblerait qu'un encadré sur la lutte des femmes se soit glissé hors du dossier soixante ans du *Monde libertaire* dans le numéro 1759...

### Lutte des femmes

Tout au long de l'existence du Monde libertaire, et ce dès les premiers numéros, des articles traiteront de la luttes des femmes, avec bien évidemment une place de plus en plus importante dans l'après-Mai-68.

En plus des textes publiés dans le Monde libertaire, on verra également les femmes libertaires se regrouper pour rédiger et éditer le journal Colères (mai 1978 à janvier 1980), publication inter-organisations puisque s'agissant de

militantes de la Fédération anarchiste, de l'Organisation communiste libertaire, de la revue Lanterne noire, ainsi que d'inorganisées. Leur acte de naissance était sans équivoque, elles annonçaient ainsi: «Notre lutte s'inscrit dans une lutte globale contre la société capitaliste étatique et patriarcale. Il s'agit donc pour nous d'éclaircir et d'affirmer nos positions et de développer des pratiques libertaires prenant réellement en compte l'oppression spécifique de la femme.»

Ramon Pino et Wally Rosell

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# AGENDA

## Jeudi 15 janvier

### Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque Sociale avec l'écrivain Lucien Thomas autour de son roman historique *Louise Michel. La guerre à la misère* (Éditions de la rue, 2014). En s'appuyant sur un sérieux travail d'archives, l'auteur nous fait découvrir le passionnant parcours de cette révolutionnaire anarchiste. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: kropotkine. cybertaria. org Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

## Vendredi 16 janvier

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Soirée vidéo. Salut à toutes et à tous! Les rendez-vous blues du vendredi soir vont, comme de bien entendu, recommencer avec cette nouvelle année que nous espérons moins pire que l'autre! On commença donc (sic!) par un concert de BB King (2003) avec Jeff Beck comme invité. Histoire d'effacer de nos mémoires ses dernières prestations canadiennes! Ben voilà, toujours à 19h30, dans les mêmes conditions, en todos aspectos! Au 16 janvier prochain, donc et avec Blues en liberté de Radio libertaire. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Samedi 17 janvier

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre et débat avec Joaquim Serrat autour de son livre *Chemins d'espoir et d'exil* (Les Editions Libertaires). «*Fils de réfugiés espagnols, le nom de Franco a résonné dans mon corps d'enfant durant de longues années d'exil. Mais c'est uniquement au crépuscule de leur vie que mon père et ma mère*

*ont accepté d'ouvrir leur mémoire au public. J'ai passé de longs mois à les écouter, écrire, lire et relire avec eux cette banale et en même temps extraordinaire épopée démarrée en 1933 dans un village de la province de Teruel, pour se terminer en 1945 dans le Berry*». Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot. Entrée libre.

## Mercredi 21 janvier

### Paris XI<sup>e</sup>

20 heures. Le ciné de la Commune vous propose la projection de *Je demande la parole*, première partie du documentaire *Un autre futur* de Richard Prost qui retrace l'histoire de l'anarcho-syndicalisme espagnol, des origines jusqu'à la mort du «*caudillo*» en 1975. Je demande la parole est consacré aux origines de la CNT, les luttes ouvrières, les approches de la transformation sociale. Organisé par le groupe Commune de Paris de la FA. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Samedi 24 janvier

### Paris XVIII<sup>e</sup>

16 heures. dans le cadre de l'École de La Rue, première séance du cycle «*Histoire et sociologie de la démocratie représentative*», conférence-débat sur le thème de «*L'appropriation/imposition de l'élection, ou comment les citoyens sont devenus électeurs*», à la bibliothèque La Rue, 10 rue Robert Planquette.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre et débat avec Olivier Le Cour Grandmaison autour de son livre *L'Empire des Hygiénistes*. Vivre aux colonies (Fayard). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Samedi 7 février

### Paris XVIII<sup>e</sup>

16 heures. dans le cadre de l'École de La Rue, seconde séance du cycle «*Histoire et sociologie de la démocratie représentative*», conférence-débat sur le thème de «*La professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires*», à la bibliothèque La Rue, 10 rue Robert Planquette.

#### L'école de La Rue

#### Cycle de conférences-débat « Histoire et sociologie de la démocratie représentative »

24 janvier 2015, 16h: Séance 1: **L'appropriation/imposition de l'élection ou comment les citoyens sont devenus des électeurs**

7 février 2015, 16h: Séance 2: **La professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires**

À la bibliothèque La Rue, 10 rue Robert Planquette, Paris (XVIII<sup>e</sup>)

Organisée par le groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste

Programme sur le site <http://www.groupe-louise-michel.org/>



**LE CINE de la COMMUNE**

Vous propose

# JE DEMANDE LA PAROLE

1<sup>ère</sup> partie du documentaire

## < UN AUTRE FUTUR >



**EN PRESENCE D'AIME MARCELLAN**

**LE MERCREDI 21 JANVIER 2015 A 20H**

**LIBRAIRIE PUBLICO 145 RUE AMELOT 75011 PARIS**

TEL 0148 05 34 08 COURRIEL [librairie-publico@sfr.fr](mailto:librairie-publico@sfr.fr)  
METRO LIGNE 5 OBERKAMPF OU LIGNE 8 FILLES DU CALVAIRE

Organisé par le groupe Commune de Paris de la Fédération Anarchiste  
Projections à venir autour d'Un Autre Futur le 18/02